

**CONTRAT-CADRE DE SERVICES EN CASCADE**

**N° EUSPA/OP/08/23**

L'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial (ci-après dénommée « EUSPA », « le pouvoir adjudicateur » ou « l'Agence »), représentée en vue de la signature du présent contrat-cadre (ci-après dénommé le « contract-cadre » ou le « CC » ou le « Contrat ») par Mr Rodrigo da Costa, Directeur Exécutif,

d'une part, et

[dénomination officielle complète]

[forme juridique officielle]

[numéro d'enregistrement légal]

[adresse officielle complète]

[n° du registre de la TVA]

ci-après dénommé(e) «le Contractant », représenté(e) en vue de la signature du présent contrat-cadre par [prénom, nom et fonction,]

d'autre part

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

SONT CONVENUES

des **conditions particulières**, des **conditions générales du contrat-cadre** de services et des annexes suivantes:

- **Annexe I** – Cahier des charges (référence n° EUSPA/OP/08/23)
- **Annexe II** - Offre du Contractant
- **Annexe III** – Modèle de Contrat Spécifique
- **Annexe IV** – EUSPA policy on prevention and management of conflicts of interests for staff and third parties working for EUSPA (en anglaise uniquement)
- **Annexe V** – Engagement de niveau de services
- **Annexe VI** – Annexe de Sécurité

qui font partie intégrante du présent contrat-cadre. Toute référence au contrat s'entend comme une référence au contrat-cadre ou au contrat spécifique, selon le cas, sauf indication contraire.

Aucun document produit par le Contractant (accords d'utilisation finale, conditions générales, etc.), à l'exception de son offre, n'est applicable, sauf mention contraire explicite dans les conditions particulières du présent CC. En toutes circonstances, en cas de contradiction entre le présent CC et les documents produits par le Contractant, le présent CC fait foi, indépendamment des dispositions contraires figurant dans les documents du Contractant.

En cas de conflit entre les différentes dispositions du présent CC, il convient d'appliquer les règles énoncées ci-après :

- Les dispositions des conditions particulières (section I) prévalent sur celles des autres parties du CC.
- Les dispositions des conditions générales (section II) prévalent sur celles des annexes.
- Les dispositions des contrats spécifiques prévalent sur celles des autres annexes.
- Les dispositions du cahier des charges (annexe I) prévalent sur celles de l'offre (annexe II).
- Les dispositions du CC prévalent sur celles des contrats spécifiques.
- Les dispositions des contrats spécifiques prévalent sur celles des demandes de services.
- Les dispositions des demandes de services prévalent sur celles des offres spécifiques.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**TABLE DES MATIERES**

CONTRAT-CADRE DE SERVICES EN CASCADE.....	1
TABLE DES MATIERES .....	3
I. CONDITIONS PARTICULIERES.....	5
I.1. Objet.....	5
I.2. Entrée en vigueur et durée du CC .....	5
I.3. mise en œuvre du CC .....	5
I.4. Prix .....	7
I.5. Modalités de paiement .....	8
I.6. Compte bancaire .....	9
I.7. Modalités de communication .....	10
I.8. Responsable du traitement des données.....	11
I.9. Responsabilité .....	11
I.10. Conformité au droit du travail.....	11
I.11. Exploitation des résultats du CC.....	12
I.12. Dommages-Interets .....	12
I.13. Loi applicable et règlement des litiges.....	13
I.14. Confidentialité et conflit d'intérêts .....	13
I.15. Aspects de sécurité.....	15
I.16. Résiliation partielle .....	15
II. CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT-CADRE DE SERVICES .....	17
II.1. Définitions .....	17
II.2. Rôles et responsabilités dans le cas d'une offre conjointe .....	20
II.3. Divisibilité .....	20
II.4. Fourniture de services.....	20
II.5. Communication entre les parties .....	22
II.6. RESPONSABILITE .....	24
II.7. CONFLIT D'INTERETS ET INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES.....	25
II.8. CONFIDENTIALITE.....	26
II.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	27
II.10. SOUS-TRAITANCE.....	29
II.11. AVENANTS.....	30
II.12. CESSION DU CONTRAT A UN TIERS .....	30
II.13. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	30

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

II.14. FORCE MAJEURE.....	35
II.15. DOMMAGES-INTERETS .....	36
II.16. REDUCTION DES PRIX .....	37
II.17. SUSPENSION DE LA MISE EN ŒUVRE DU CC.....	38
II.18. RESILIATION DU CC.....	39
II.19. FACTURES, TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET FACTURATION ELECTRONIQUE .....	41
II.20. REVISION DES PRIX.....	42
II.21. PAIEMENTS ET GARANTIES .....	43
II.22. REMBOURSEMENTS .....	46
II.23. RECOUVREMENT .....	47
II.24. CONTROLES ET AUDITS .....	48
ANNEXE III .....	50
CONTRAT SPÉCIFIQUE .....	50

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**I. CONDITIONS PARTICULIERES**

**I.1. OBJET**

- I.1.1** Le CC a pour objet la fourniture de prestations de service maintenance et multi-services pour le Centre de Sécurité Galileo (« Galileo Security Monitoring Centre », ci-après dénommé « le GSMC »).
- I.1.2** La signature du Contrat Cadre n'emporte aucune obligation d'achat pour le pouvoir adjudicateur. Seule l'exécution du Contrat Cadre au moyen de contrats spécifiques engage le pouvoir adjudicateur.

**I.2. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CC**

- I.2.1** Le CC entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière partie.
- I.2.2** La mise en œuvre du CC ne peut commencer avant son entrée en vigueur. L'exécution des tâches ne peut en aucun cas commencer avant la date d'entrée en vigueur du contrat spécifique.
- I.2.3** Le CC est conclu pour une durée de 12 (douze) mois à compter de la date de son entrée en vigueur.
- I.2.4** Le CC sera renouvelé automatiquement jusqu'à 3 (trois) fois dans les mêmes conditions, à moins qu'une notification contraire ne soit adressée par une des parties et reçue par l'autre partie 3 (trois) mois avant la date d'expiration visée à l'article I.3.3. Le renouvellement n'implique aucune modification ou ajournement des obligations existantes.
- I.2.5** Tout contrat spécifique doit être signé par les parties avant l'expiration du CC.

Après son expiration, le CC demeure en vigueur à l'égard de ces contrats spécifiques. Les services sur lesquels portent ces contrats spécifiques doivent être exécutés au plus tard six mois après l'expiration du CC.

**I.3. MISE EN ŒUVRE DU CC**

- I.3.1** Le présent contrat sera mis en œuvre par le biais de contrats spécifiques.
- I.3.2** **Le Contractant est classé en [PREMIERE / SECONDE] position.**
- I.3.3** Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment demander au Contractant classé en première position la fourniture de services entrant dans le champ d'application du présent contrat, par l'émission d'une demande de services.
- I.3.4** Le pouvoir adjudicateur a la faculté de demander au Contractant classé en seconde position la fourniture de services si le Contractant classé en première position :

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- a) ne répond pas par une offre acceptable aux services demandés dans les 6 (six) semaines suivant la réception de la demande de services, ou
- b) n'envoie pas le contrat spécifique signé au pouvoir adjudicateur dans les 2 (deux) semaines suivant la réception du contrat spécifique signé par l'autorité contractante (article I.3.8.), ou
- c) se trouve dans une situation de conflit d'intérêt professionnel ou dans une situation susceptible de compromettre son indépendance et ne peut donc pas exécuter le contrat spécifique, ou
- d) propose – pour le premier contrat spécifique – moins de 80 % du personnel faisant initialement partie de l'équipe de base de sa réponse à l'exercice de simulation faisant partie de son offre (annexe II), ou
- e) ne fournit pas le personnel inclus dans son offre à la demande de service dans un délai d'un (un) mois à compter du moment convenu dans le contrat spécifique, qui sera également considéré comme un motif de résiliation en vertu de l'article II.18.1), ou
- f) donne lieu à tout autre motif de résiliation du FWC ou du contrat spécifique, y compris, sans limitation, la résiliation partielle d'un contrat spécifique pour la partie résiliée.

**I.3.5** Sauf en cas de Force Majeure avérée conformément à l'article II.9 - FORCE MAJEURE, le Contractant ne pourra en aucun cas refuser de conclure des contrats spécifiques, pour autant que ces contrats spécifiques soient conformes à l'Annexe I du Cahier des Charges, (et ses sous-annexes), et aux dispositions du présent Contrat.

**I.3.6** Les demandes de services du pouvoir adjudicateur doivent comprendre au moins les éléments suivants :

- i. Les termes de référence d'un contrat spécifique détaillant les activités concernées, y compris le prix cible si nécessaire ;
- ii. le délai et les exigences pour la soumission de l'offre spécifique du contractant. Par défaut, le délai de soumission d'une offre spécifique est de 10 (dix) jours ouvrables.

**I.3.7** Dans le délai par défaut ou celui indiqué par le pouvoir adjudicateur dans la demande de services, qui doit en tout état de cause être raisonnable pour la préparation de l'offre, le contractant répond à la demande de services en soumettant au pouvoir adjudicateur une offre conforme aux termes de référence et au CC, dûment signée et datée. Cette offre doit comprendre au minimum :

- Une proposition technique, comprenant la description de l'équipe des prestataires de services qui seront affectés aux tâches.
- Proposition financière établie sur la base des prix unitaires du CC.

**I.3.8** Dans les 5 (cinq) jours ouvrables suivant l'envoi au contractant d'un contrat spécifique signé par le pouvoir adjudicateur, le contractant renvoie au pouvoir adjudicateur le contrat spécifique, dûment signé et daté.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- I.3.9** La période prévue pour l'exécution des tâches commence à courir à la date indiquée dans le Contrat spécifique. Elle n'excède pas la durée du contrat spécifique.
- I.3.10** La présentation dans les temps impartis d'une offre à une demande de service est essentielle pour le pouvoir adjudicateur. Par conséquent, pour chaque jour ouvré au cours duquel le Contractant omet de présenter une offre complète après la date limite de soumission suivant une demande de services, le Contractant sera tenu de payer au pouvoir adjudicateur des dommages-intérêts d'un montant de 500 EUR (cinq cents euros) avec application des dispositions de l'article I.14.

**I.4. PRIX**

**I.4.1 Montant maximal du CC**

Le montant maximal couvrant tous les achats effectués dans le cadre du présent CC, y compris toutes les reconductions et le remboursement des frais, est de [montant en chiffres et en lettres] EUR. Cependant, la fixation de ce montant ne représente pas un engagement de la part du pouvoir adjudicateur d'acheter des services pour le montant maximal.

**I.4.2 Prix unitaires**

Les prix unitaires maximums des services sont ceux prévus à l'annexe II - Offre du contractant.

Le(s) tarif(s) journalier(s) indiqué(s) dans le présent document comprendra(ont) l'effort pour toutes les activités nécessaires à leur exécution, y compris tous les coûts encourus directement et indirectement par le contractant dans l'exécution des tâches spécifiquement définies dans le contrat spécifique. Ces tarifs comprennent notamment :

- a. la gestion du projet, l'établissement des offres et des rapports, la coordination, le contrôle de la qualité, les ressources de soutien (y compris les équipements et les consommables nécessaires à l'exécution de la tâche, comme prévu à l'annexe II Cahier des charges, sous-traitance, approvisionnement, fabrication, assemblage, contrôle de la qualité, documentation, stockage) ;
- b. tous les frais généraux (tels que les frais de gestion, les services de secrétariat, la sécurité sociale, les salaires).

**I.4.3 Fixation du prix de tout contrat spécifique**

- I.4.3.1** Les offres spécifiques soumises par le contractant doivent indiquer le nombre maximal estimé de jours-hommes que le contractant devra consacrer à l'exécution des tâches dans le cadre du contrat spécifique concerné et le prix total maximal pour l'exécution des tâches dans le cadre de ce contrat spécifique.
- I.4.3.2** Les prix unitaires appliqués au contrat spécifique concerné sont conformes aux prix indiqués à l'article I.5.2.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

#### **I.4.4 Révision des prix**

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du Contrat Cadre.

Les dispositions du Contrat Cadre II.20 Révision des prix s'appliquent tenant compte des modifications ci-dessous :

Les indices à prendre en compte dans la formule du Contrat Cadre II.20 sont ceux des indices des prix à la consommation concernant la France [prc\_hicp\_midx] tel que publié par Eurostat, disponible sur :

[http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=prc\\_hicp\\_midx&lang=fr](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=prc_hicp_midx&lang=fr).

Les prix applicables pour les bons de commande sont ceux fixés dans le contrat spécifique. Ces prix ne sont pas révisables sur la durée du contrat spécifique.

#### **I.5. MODALITES DE PAIEMENT**

##### **I.5.1 Préfinancement**

Le préfinancement n'est pas applicable au présent CC.

##### **I.5.2 Paiements intermédiaires**

1. Le Contractant présente une facture pour demander un paiement intermédiaire trimestriel équivalent au prix total des prestations effectuées sur la période, conformément aux dispositions du contrat spécifique correspondant.

Toutes les factures sont transmises au département Finance de EUSPA à Prague par voie électronique : [finance@euspa.europa.eu](mailto:finance@euspa.europa.eu).

Toutes les factures doivent indiquer le numéro du contrat. Elles doivent être libellées à l'adresse du GSMC FR (**8, avenue du Président Kennedy - BP 40202 - F-78102 Saint-Germain-en-Laye Cedex – France**), en euros, TVA comprise.

2. Les factures demandant un paiement intermédiaire sont accompagnées d'un rapport détaillant l'ensemble des prestations fournies au regard de chaque catégorie de prix, ou de tout autre document conforme au contrat spécifique correspondant :
  - un rapport d'activité / d'avancement en conformité avec les instructions décrites dans le contrat spécifique concerné,
  - un document d'acceptation du ou des livrables, dûment daté et signé par le Contractant et l'interlocuteur technique du pouvoir adjudicateur,
  - une justification détaillée des dépenses occasionnées et des ressources mises en place, y compris mais sans s'y limiter, des relevés de présence ou des plannings attestant du nombre de jours prestés dans le cadre des tâches du contrat,
  - tout autre document conforme au contrat spécifique ou du bon de commande correspondant.



*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

3. EUSPA dispose de 15 jours à compter de la réception de la facture pour approuver ou rejeter le rapport et tout autre document fourni, et le Contractant dispose alors de quinze jours pour présenter des informations complémentaires, des corrections, un nouveau rapport d'avancement ou d'autres documents si le pouvoir adjudicateur le demande.
4. Le paiement est effectué par le pouvoir adjudicateur dans les 30 jours suivant la réception de la facture ainsi approuvée.

#### **I.5.3 Paiement du solde**

Le Contractant présente une facture pour demander le paiement du solde.

La facture est accompagnée du rapport final ou de tout autre document conformément au contrat spécifique correspondant.

EUSPA dispose de 15 jours à compter de la réception de la facture pour approuver ou rejeter le rapport et tout autre document fourni, et le Contractant dispose alors de quinze jours pour présenter des informations complémentaires, des corrections, un nouveau rapport d'avancement ou d'autres documents si le pouvoir adjudicateur le demande.

Le paiement est effectué par le pouvoir adjudicateur dans les 30 jours suivant la réception de la facture ainsi approuvée.

#### **I.5.4 Garantie de bonne fin**

La garantie de bonne fin n'est pas applicable au présent CC.

#### **I.5.5 Retenue de garantie**

La retenue de garantie n'est pas applicable au présent CC.

### **I.6. COMPTE BANCAIRE**

Les paiements doivent être effectués sur le compte bancaire du Contractant (ou du chef de file en cas d'offre conjointe), libellé en [euros] [*monnaie locale lorsque le pays destinataire n'autorise pas les transactions en euros*], identifié comme suit :

Nom de la banque :

Adresse complète de l'agence bancaire :

Identification précise du titulaire du compte :

Numéro de compte complet, y compris les codes bancaires :

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

[Code IBAN<sup>1</sup>:]

**I.7. MODALITES DE COMMUNICATION**

Aux fins du présent CC, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes :

Pouvoir adjudicateur / Communications de nature contractuelle :

EUSPA

Legal Department

Janovskeho 438/2

170 00 Prague 7

Czech Republic

Adresse électronique : [contracts@euspa.europa.eu](mailto:contracts@euspa.europa.eu)

Pouvoir adjudicateur / Communications de nature technique :

EUSPA

ICT & FML Department

Facility Management and Technical Manager

E-mail: [gsmc@euspa.europa.eu](mailto:gsmc@euspa.europa.eu)

Contractant :

\_[Dénomination complète]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

E-mail : [compléter]

---

<sup>1</sup> Code BIC ou SWIFT pour les pays qui n'ont pas de code IBAN

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Par dérogation aux dispositions du présent article, des coordonnées différentes peuvent être fournies pour le pouvoir adjudicateur ou le Contractant dans des contrats spécifiques.

**I.8. RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DONNEES**

Aux fins de l'article II.9, le responsable du traitement des données est :  
L'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial, Head of ITF Department, Janovskeho  
438/2 170 00 Prague 7, Czech Republic, [helpdesk@euspa.europa.eu](mailto:helpdesk@euspa.europa.eu)  
Et les provisions de l'article II.9 « Traitement des données personnelles » s'appliquent.

**I.9. RESPONSABILITE**

- I.9.1** Le contractant est responsable de toute perte ou de tout dommage causé ou subi par le pouvoir adjudicateur pendant ou à la suite de la mise en œuvre du CC, y compris en cas de sous-traitance, mais seulement jusqu'à un montant ne dépassant pas la valeur du CC au titre duquel la sous-performance est identifiée. Toutefois, si le dommage ou la perte est causé par une négligence grave ou une faute intentionnelle du contractant ou de son prestataire de services ou de ses sous-traitants, ainsi que dans le cas d'une action intentée contre le pouvoir adjudicateur par un tiers pour violation de ses droits de propriété intellectuelle, la limitation de responsabilité ci-dessus ne s'applique pas.
- I.9.2** Le contractant doit indemniser le pouvoir adjudicateur et le dégager de toute responsabilité pour tous les dommages et coûts encourus en raison de toute réclamation dans la limite de la responsabilité prévue à l'article I.9.1 ci-dessus. Le contractant doit fournir une indemnisation en cas d'action, de réclamation ou de procédure intentée contre le pouvoir adjudicateur par un tiers à la suite de dommages causés par le contractant pendant l'exécution du CC. Si un tiers intente une action contre le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du CC, y compris toute action pour violation présumée de droits de propriété intellectuelle, le contractant doit assister le pouvoir adjudicateur dans la procédure judiciaire, y compris en intervenant au soutien du pouvoir adjudicateur sur demande.
- I.9.3** Si la législation applicable l'exige, le Contractant doit souscrire une police d'assurance contre les risques et les dommages ou pertes liés à la mise en œuvre du CC. Il doit également souscrire une assurance complémentaire, comme l'exigent raisonnablement les pratiques courantes dans le secteur. Sur demande, le Contractant doit fournir la preuve de la couverture d'assurance au pouvoir adjudicateur.
- I.9.4** Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable de toute perte ou de tout dommage causé au contractant pendant ou à la suite de la mise en œuvre du CC, sauf si la perte ou le dommage a été causé par une faute intentionnelle ou une négligence grave de la part du pouvoir adjudicateur.

**I.10. CONFORMITE AU DROIT DU TRAVAIL**

- I.10.1** Aucun contrat de travail n'est établi entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire de services fournissant des services dans le cadre de contrats spécifiques. Il incombe au contractant de

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

s'assurer que son prestataire de services fournissant des services dans le cadre de contrats spécifiques comprend qu'il n'est pas employé par le pouvoir adjudicateur et qu'il n'interprète aucune partie de ses services au pouvoir adjudicateur comme créant une relation d'emploi entre lui et le pouvoir adjudicateur. Il est du seul devoir et de la seule responsabilité du contractant de veiller à ce qu'aucune relation d'emploi entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire de services fournissant des services ne soit jamais interprétée, argumentée ou revendiquée.

- I.10.2** Le contractant doit immédiatement informer le pouvoir adjudicateur de toute autre circonstance qui pourrait donner lieu à des réclamations à l'encontre du pouvoir adjudicateur de la part du prestataire de services fournissant des services en ce qui concerne le statut d'emploi. En tout état de cause, le contractant prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter que de telles réclamations ne se produisent et tiendra le pouvoir adjudicateur exempt de toute réclamation de ce type.
- I.10.3** Le Contractant doit également tenir le pouvoir adjudicateur exempt de toute réclamation d'un tiers qui pourrait résulter du contrat ou de son exécution pour des motifs ou des arguments liés à l'emploi.
- I.10.4** Le contractant reconnaît que les prestataires de services qui fournissent des services au pouvoir adjudicateur n'ont pas pour but de remplacer le personnel du pouvoir adjudicateur mais de fournir une expertise et une assistance qui ne sont pas disponibles en interne.
- I.10.5** Tout personnel travaillant dans les locaux du pouvoir adjudicateur doit demeurer sous l'entière responsabilité de la supervision du contractant et de sa responsabilité en tant qu'employeur. Toute zone de travail sur le site du pouvoir adjudicateur est fournie uniquement pour faciliter la prestation de services et ne remplace pas le lieu de travail du prestataire de services auprès de son employeur. Tout prestataire de services travaillant dans les locaux du pouvoir adjudicateur est tenu de se coordonner, en termes de logistique et de temps de travail, avec les besoins et les horaires de travail du pouvoir adjudicateur.
- I.10.6** Le Contractant reconnaît que le présent CC et tout contrat spécifique à signer (i) n'a pas pour objet d'établir une relation de travail entre le pouvoir adjudicateur et le prestataire de services exécutant les services et (ii) ne doit pas être interprété comme établissant une telle relation. Le contractant prendra toutes les mesures pour assurer cette entente avec son prestataire de services et indemniser le pouvoir adjudicateur de toute réclamation à laquelle le pouvoir adjudicateur serait confronté à cet égard. Le contractant prendra toutes les mesures nécessaires, vis-à-vis de son prestataire de services exécutant le CC, pour assurer la pleine applicabilité des conditions des CC.

**I.11. EXPLOITATION DES RESULTATS DU CC**

L'Article II.13 s'applique.

**I.12. DOMMAGES-INTERETS**

- I.12.1** Le pouvoir adjudicateur peut imposer des dommages-intérêts si le contractant ne remplit pas ses obligations contractuelles, niveaux de service et délais requis dans l'Annexe V. L'application de dommages et les méthodes de calcul sont exposées à l'article II.15 et dans les Annexes V et I.N.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**I.12.2** Les parties reconnaissent que les sommes payables en vertu du présent article ont le caractère de dommages-intérêts et non de pénalités, et qu'elles représentent une estimation raisonnable de la juste compensation des pertes subies en raison de l'inexécution des obligations qui peuvent être raisonnablement prévues.

**I.12.3** Les dommages-intérêts liquidés peuvent être imposés en même temps qu'un paiement partiel ou une retenue de paiement dans les conditions prévues à l'article II.10.1. Toute demande de dommages-intérêts liquidés n'affecte pas la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ni les droits de l'autorité contractante en vertu de l'article II.9 RESPONSABILITÉ.

**I.12.4** Le pouvoir adjudicateur doit notifier formellement au contractant son intention d'appliquer des dommages-intérêts et le montant calculé correspondant. Le contractant dispose d'un délai de 30 (trente) jours suivant la date de réception pour présenter ses observations. A défaut, la décision devient exécutoire le lendemain de l'expiration du délai de présentation des observations. Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur, en tenant compte des observations pertinentes, doit notifier au contractant :

- le retrait de son intention d'appliquer des dommages-intérêts liquidés ; ou
- sa décision finale d'appliquer des dommages-intérêts liquidés et le montant correspondant.

**I.13. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES**

**I.13.1** LE CC EST REGI PAR LE DROIT DE L'UNION EUROPEENNE, COMPLETE, SI NECESSAIRE, PAR LE DROIT FRANÇAIS.

**I.13.2** Tout litige concernant l'interprétation, l'application ou la validité du CC, qui ne peut être résolu à l'amiable, relève de la compétence exclusive des tribunaux de Versailles.

**I.13.3** Il est de la seule responsabilité et du seul devoir du contractant, également au-delà des actes juridiques énumérés à l'annexe II, de se conformer et d'assurer le plein respect de toutes les lois applicables à toute partie de l'exécution du contrat-cadre et des contrats spécifiques.

**I.14. CONFIDENTIALITE ET CONFLIT D'INTERETS**

Les parties sont tenues à une obligation de confidentialité, détaillée dans un engagement de confidentialité, en Annexe I.K du Contrat.

Le Contractant s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le Contractant reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal français ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Le Contractant reconnaît avoir fait signer à tout le personnel, appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle ledit personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Le Contractant s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le Contractant s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée du pouvoir adjudicateur ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le contractant de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

**I.15. ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE**

**I.15.1** La signature de l'engagement de confidentialité (Annexe I.K du CC) par le Contractant (ainsi que par tout membre du consortium et sous-Contractant le cas échéant) est une condition impérative pour la validité du CC et des contrats spécifiques associés.

**I.15.2** Dans le cadre du CC, le Contractant doit s'assurer et être responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur du respect des dispositions de cet engagement de confidentialité par toute entité ou personne physique impliquée dans l'exécution du CC et des contrats spécifiques associés.

**I.15.3** Le Contractant ne peut s'exonérer de tout manquement à cette responsabilité du fait de la non-exécution des dispositions de l'engagement de confidentialité par un tiers.

**I.15.4** Sans préjudice des dispositions de l'Article II.8, le Contractant, par la signature de ce CC, déclare irrévocablement et explicitement sa conformité avec les exigences de confidentialité et l'absence de conflits d'intérêt, au sens des Articles II.7 et II.8, existant à la signature du CC. En outre, le Contractant déclare irrévocablement et explicitement l'absence de conflits d'intérêt en relation avec les circonstances mentionnées dans la doctrine EUSPA de prévention et gestion des conflits d'intérêts de son personnel et des parties tiers œuvrant pour EUSPA (Annexe V du CC) ; les parties conviennent que cette doctrine s'applique au Contractant aussi par analogie. Ces déclarations s'étendent et couvrent l'ensemble du personnel du Contractant (personnel de son consortium le cas échéant et celui de ses sous-traitants) impliqué dans la mise en œuvre des prestations du CC. Ces déclarations doivent être signées lors de toute conclusion d'un contrat spécifique et par tout sous-traitant impliqué dans sa mise en œuvre.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- I.15.5** Dans le cas où EUSPA aurait connaissance d'une situation de conflit d'intérêts au sens de l'Article II.7 qui aurait été existante à la signature du CC ou à tout moment dans la durée de sa mise en œuvre, il y aura lieu de mettre en œuvre les dispositions de l'Article II.7. Durant cette période, EUSPA peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie du CC ou l'exécution de tout ou partie du contrat spécifique. Si les mesures dédiées en application de l'Article II.7 ne s'avèrent pas suffisantes et que l'évaluation menée par EUSPA démontre la subsistance d'une situation de conflit d'intérêts, les dispositions de l'Article II.18 s'appliquent en conséquence. Suite au rejet des observations du Contractant, EUSPA peut résilier le Contrat et tout contrat spécifique associé avec effet immédiat après notification de résiliation au Contractant
- I.15.6** Le Contractant doit s'assurer, être responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et doit prendre les mesures appropriées en vue de l'extension, de la prise en compte et du respect des dispositions des Articles I.13.1 et II.7 par l'ensemble des membres de son consortium le cas échéant et par ses sous-traitants.

**I.16. ASPECTS DE SECURITE**

- I.16.1** Tout ajout ou modification à l'annexe de sécurité (Annexe VI du CC), effectuée par EUSPA en conformité avec de nouvelles exigences, imposées notamment par la législation applicable, entrera en vigueur immédiatement, fera partie intégrante du Contrat et ne pourra pas faire l'objet des dispositions de l'Article II.11 du CC.
- I.16.2** En outre et sans préjudice du droit de résiliation du pouvoir adjudicateur en application de l'Article II.18 du CC, l'ensemble des droits de résiliation du pouvoir adjudicateur mentionnés dans l'Annexe de sécurité (Annexe VI du CC) doit s'appliquer sans limitation, sous réserve des conditions stipulées et notamment concernant les droits de compensation du Contractant le cas échéant.

**I.17. RESILIATION PARTIELLE**

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aurait le droit de résilier le CC ou un contrat spécifique en vertu du présent CC, il peut également choisir de ne résilier qu'une ou plusieurs parties du contrat spécifique, à condition que cela n'affecte pas la capacité du contractant à exécuter la ou les parties restantes. Une telle résiliation partielle peut notamment, et sans limitation, être effectuée par le biais d'une réduction du champ d'application d'un contrat spécifique en réduisant les activités et/ou les personnels assignés.

**SIGNATURES**

Pour le Contractant,

[*dénomination sociale/prénom/nom/fonction*]

Pour le pouvoir adjudicateur,

[*prénom/nom/fonction*]

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Signature : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Fait à [lieu], le [date]

Fait à [lieu], le [date]

en deux exemplaires en français.



"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

## II. CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT-CADRE DE SERVICES

### II.1. DEFINITIONS

Aux fins du présent CC, les définitions suivantes sont applicables :

« **Auteur** » : toute personne physique qui contribue à la production du *résultat* ;

« **Back office** » : le(s) système(s) interne(s) utilisé(s) par les parties pour traiter les factures électroniques ;

« **Bon de commande** » : forme simplifiée de contrat spécifique par lequel le pouvoir adjudicateur commande des services au titre du CC ;

« **Conflit d'intérêts** » : situation dans laquelle la *mise en œuvre* impartiale et objective *du CC* par le Contractant est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le pouvoir adjudicateur ou un tiers en rapport avec l'objet du CC ;

« **Contrat spécifique** » : contrat mettant en œuvre le CC et précisant les modalités d'un service à fournir ;

« **Demande de services** » : document produit par le pouvoir adjudicateur demandant au Contractant d'un CC multiple de fournir une offre spécifique de services dont les conditions ne sont pas entièrement définies dans le CC ;

« **Document de contrôle des interfaces** » : document d'orientation qui énonce les spécifications techniques, les normes de messagerie, les normes de sécurité, les règles syntaxiques et sémantiques, etc., pour faciliter la connexion de machine à machine. Ce document est mis à jour régulièrement ;

« **Droits de propriété intellectuelle** » ou « **DPI** » : droits ayant la signification indiquée à la clause 2 de la Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, signée à Stockholm le 14 juillet 1967, en particulier la "propriété intellectuelle" comprend les droits relatifs :

- aux œuvres littéraires, artistiques et scientifiques ;
- aux interprétations et exécutions des artistes interprètes ou exécutants, aux phonogrammes et aux émissions de radiodiffusion ;
- aux inventions dans tous les domaines de l'activité humaine ;
- aux découvertes scientifiques
- aux dessins et modèles industriels ;
- les marques de fabrique, les marques de service et les noms et désignations commerciaux ;
- à la protection contre la concurrence déloyale ; et

"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

tous les autres droits résultant de l'activité intellectuelle dans les domaines industriel, scientifique, littéraire ou artistique.

« **DPI antérieurs** » : désigne les droits de propriété intellectuelle, y compris les DPI de tiers (en particulier - mais sans s'y limiter - les logiciels commerciaux disponibles sur étagère ou " COTS " et les logiciels libres), obtenus avant l'exécution ou développés en dehors du présent contrat par le contractant, les parties contractantes ou un tiers, et qui sont nécessaires à l'exécution du contrat ou à la mise à jour ou à la modification des résultats dans le cadre d'autres projets relevant du programme spatial de l'Union européenne, y compris par l'intermédiaire de tiers, toutefois sans préjudice de toute exigence de sécurité obligatoire imposée par des entités publiques. On considère qu'il y a « nécessité » au sens susmentionné si, sans les droits d'accès et/ou d'utilisation des résultats, l'exécution du Contrat ou la mise à jour ou la modification des résultats dans le cadre d'autres projets relevant du Programme spatial de l'Union européenne, y compris par l'intermédiaire de tiers, serait techniquement ou juridiquement impossible, altérée ou incomplète.

« **Droit préexistant** » : tout droit de propriété industrielle et intellectuelle sur un *matériel préexistant* ; il peut s'agir d'un droit de propriété, d'un droit de licence et/ou d'un droit d'utilisation appartenant au Contractant, à l'auteur, au pouvoir adjudicateur ainsi qu'à tout tiers ;

« **Erreur substantielle** » : toute violation d'une disposition contractuelle résultant d'un acte ou d'une omission qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union ;

« **Exécution d'un contrat spécifique** » : exécution de tâches et prestation par le Contractant des services achetés pour le pouvoir adjudicateur ;

« **Faute professionnelle grave** » : violation des lois ou règlements applicables ou des normes éthiques de la profession à laquelle appartient un contractant ou une personne liée, y compris toute conduite conduisant à une exploitation ou à un abus sexuel ou autre, ou toute conduite fautive du contractant ou d'une personne liée ayant un impact sur sa crédibilité professionnelle, lorsque cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave.

« **Force majeure** » : toute situation ou événement imprévisible, exceptionnel et indépendant de la volonté des parties qui empêche l'une d'entre elles d'exécuter l'une de ses obligations au titre du CFC. La situation ou l'événement ne doit pas être imputable à une erreur ou à une négligence des parties ou des sous-traitants et doit se révéler inévitable malgré l'exercice d'une diligence raisonnable de leur part. Les défaillances de service, les défauts d'équipement ou de matériel ou les retards dans leur mise à disposition, les conflits du travail, les grèves et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure, à moins qu'ils ne découlent directement d'un cas de force majeure pertinent ;

« **Fraude** » : tout acte ou omission commis dans le but de procurer un gain illicite à l'auteur ou à un tiers en causant un préjudice aux intérêts financiers de l'Union, et portant sur : i) l'utilisation ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet le détournement ou la rétention induue de fonds ou d'avoirs provenant du budget de l'Union, ii) la non-divulgation d'informations en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet ou iii) l'utilisation abusive de ces fonds ou avoirs à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement octroyés, portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union;

"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

« **Information ou document confidentiel** » : toute information ou tout document reçu par chaque partie de la part de l'autre partie, ou auquel chaque partie a accès dans le cadre de la *mise en œuvre du CC*, que l'une d'entre elles a désigné par écrit comme étant confidentiel. Les informations et documents confidentiels ne comprennent pas d'informations accessibles au public ;

« **Intérêts à caractère professionnel contradictoires** » : situation dans laquelle les activités professionnelles précédentes ou actuelles du Contractant portent atteinte à sa capacité de mettre en œuvre le CC ou d'exécuter un contrat spécifique selon une norme de qualité appropriée ;

« **Irrégularité** » : toute violation d'une disposition du droit de l'Union résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget de l'Union ;

« **Jour** » ou « **jour calendaire** » : sauf indication contraire, toutes les périodes dans FWC sont calculées en jours calendaires.

« **Jours ouvrés** » ou « **jour de travail** » : jours pendant lesquels les locaux qui sont le lieu d'exécution des tâches sont ouverts, c'est-à-dire à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés applicables à ces locaux. Pour les locaux du pouvoir adjudicateur, les jours fériés applicables sont les jours fériés du pouvoir adjudicateur liés aux locaux concernés. Pour les autres locaux, les jours fériés applicables sont les jours fériés officiels de l'Etat où se trouvent les locaux.

« **Lieu habituel d'exécution des tâches** » : le lieu où le prestataire de services individuel est régulièrement placé pour l'exécution des activités, tel que défini notamment dans les termes de référence du contrat spécifique applicable ;

« **Message EDI** » (échange de données informatisé) : message créé et échangé par transfert électronique, d'ordinateur à ordinateur, de données commerciales et administratives au moyen d'une norme convenue ;

« **Mise en œuvre du CC** » : l'achat de services envisagé dans le CC par la signature et l'*exécution de contrats spécifiques* ;

« **Négligence grave** » : acte ou omission non intentionnel par lequel la personne responsable commet une violation patente du devoir de diligence auquel elle aurait dû et pu se conformer compte tenu de ses qualités, de ses connaissances, de ses capacités et de sa situation individuelle.

« **Notification** » (ou « **notifier** ») : forme de communication entre les parties établie par écrit, y compris par voie électronique ;

« **notification formelle** » (ou « **notifier formellement** ») : forme de communication entre les parties établie par écrit par courrier postal ou par courrier électronique, qui fournit à l'expéditeur la preuve irréfutable que le message a été livré au destinataire spécifié;

« **Parties contractantes** » : désigne les sous-traitants de tout niveau du contractant ;

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

« **Personne liée** » : toute personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de gestion ou de surveillance du contractant, ou qui dispose d'un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard du contractant ;

« **Personne soumise à des restrictions** » : Par « personne soumise à des restrictions », on entend toute entité, tout individu ou groupe d'individus désignés par l'UE comme faisant l'objet de mesures restrictives de l'UE dans les listes fournies à l'adresse [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu) ;

« **Personnel** » : personnes employées directement ou indirectement par le Contractant, ou ayant conclu un contrat avec celui-ci, pour mettre en œuvre le CC ;

« **Résultat** » : tout produit matériel ou immatériel, tel que les données, les connaissances et les informations, quelle que soit leur forme ou leur nature, qu'elles puissent être protégées ou non, découlant de l'exécution du contrat et généré par le contractant et les parties contractantes dans le cadre du contrat, ainsi que les droits qui y sont attachés, y compris les DPI.

## **II.2. ROLES ET RESPONSABILITES DANS LE CAS D'UNE OFFRE CONJOINTE**

En cas d'offre conjointe présentée par un groupement d'opérateurs économiques, et si le groupement n'est pas doté de la personnalité juridique ou de la capacité juridique, un de ses membres est désigné comme chef de file.

## **II.3. DIVISIBILITE**

Chaque disposition du présent CC est dissociable et distincte des autres. Si une disposition est ou devient illégale, invalide ou inapplicable dans une certaine mesure, elle doit être dissociée du reste du CC. Cela ne porte pas atteinte à la légalité, à la validité ou à l'applicabilité des autres dispositions du CC, qui restent pleinement en vigueur. La disposition illégale, invalide ou inapplicable doit être remplacée par une disposition de substitution légale, valide et applicable, qui correspond autant que possible à l'intention réelle des parties qui sous-tend la disposition illégale, invalide ou inapplicable. Le remplacement de cette disposition doit se faire conformément à l'article II.11. Le CC doit être interprété comme s'il contenait la disposition de substitution depuis son entrée en vigueur.

## **II.4. FOURNITURE DE SERVICES**

**II.4.1** La signature du CC ne garantit pas d'achat réel. Le pouvoir adjudicateur n'est lié que par les contrats spécifiques mettant en œuvre le CC.

**II.4.2** Le Contractant doit fournir des services répondant à des normes de qualité élevées, conformément à l'état de la technique dans le secteur concerné et aux dispositions du présent CC, et plus particulièrement au cahier des charges et aux conditions de son offre.

**II.4.3** Le contractant doit satisfaire aux exigences minimales prévues dans le cahier des charges. Cela comprend le respect des obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive

"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

2014/24/UE<sup>2</sup>, ainsi que le respect des obligations en matière de protection des données découlant des règlements (UE) 2016/679<sup>3</sup> et (UE) 2018/1725<sup>4</sup>.

- II.4.4** Le Contractant doit obtenir tout permis ou licence requis dans l'État où les services doivent être fournis.
- II.4.5** Sauf indication contraire, tous les délais stipulés dans le CC sont calculés en jours civils.
- II.4.6** Le Contractant ne doit pas se présenter comme un représentant du pouvoir adjudicateur et doit informer les tiers qu'il ne fait pas partie de la fonction publique européenne.
- II.4.7** Le Contractant est responsable du *personnel* qui exécute les services et exerce son autorité sur son *personnel* sans interférence du pouvoir adjudicateur. Le Contractant doit informer son *personnel* :
- a) qu'il ne peut accepter d'instructions directes de la part du pouvoir adjudicateur; et
  - b) que sa participation à la fourniture des services ne débouche pas sur un emploi auprès du pouvoir adjudicateur ou sur une relation contractuelle avec ce dernier.
- II.4.8** Le Contractant doit veiller à ce que le *personnel* mettant en œuvre le CC ainsi que le personnel de remplacement futur possèdent les qualifications et l'expérience professionnelles requises pour fournir les services, en fonction des critères de sélection énoncés dans le cahier des charges.
- II.4.9** À la demande motivée du pouvoir adjudicateur, le Contractant doit remplacer tout membre du *personnel* qui :
- a) ne possède pas l'expertise requise pour fournir les services; ou
  - b) a causé des perturbations dans les locaux du pouvoir adjudicateur.
- Le Contractant supporte les coûts de remplacement de son *personnel* et est responsable de tout retard dans la fourniture des services résultant du remplacement du *personnel*.
- II.4.10** Le Contractant doit enregistrer et signaler au pouvoir adjudicateur tout problème altérant sa capacité à fournir les services. Le rapport doit décrire le problème, indiquer la date à laquelle il est apparu et les mesures prises par le Contractant pour le résoudre.

---

<sup>2</sup> JO L 94 du 28.3.2014, p. 65.

<sup>3</sup> Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1) [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L\\_.2016.119.01.0001.01.FRA](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.119.01.0001.01.FRA)

<sup>4</sup> Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32018R1725&from=FR>

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**II.4.11** Le contractant doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de la situation d'exclusion déclarée, conformément à l'article 137, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1046.

## **II.5. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

### **II.5.1 Forme et moyens de communication**

Toute notification, toute communication d'informations ou tout échange de documents au titre du CC doit être établi par écrit dans la langue du contrat et doit clairement indiquer le numéro du CC et le numéro du contrat spécifique, le cas échéant.

La communication entre les parties peut avoir lieu:

par voie électronique, au moyen d'un système d'échange électronique, conformément aux dispositions de l'article II.5.2.;

par voie électronique, au moyen du courrier électronique, conformément aux dispositions de l'article II.5.3.;

sur papier, par courrier - au moyen d'un service messagerie avec preuve de livraison ou par courrier recommandé avec avis de réception, conformément aux dispositions de l'article II.5.4.

Dans les cas où le présent CC impose le recours à des notifications formelles, ces communications formelles sont considérées comme ayant été effectuées lorsqu'elles sont reçues par la partie destinataire. Les règles spécifiques applicables lorsque des notifications formelles sont considérées comme ayant été reçues sont énoncées dans les sections II.5.2.2, II.5.3.2 et II.5.4.2 ci-dessous.

Les modalités de communication à utiliser pour toute communication entre les parties figurent à l'article I.8.

### **II.5.2 Communication au moyen d'un système d'échange électronique**

Le pouvoir adjudicateur peut recourir à un système d'échange électronique pour tous les échanges avec le contractant au cours de l'exécution du contrat.

Si la communication via le système d'échange électronique est empêchée par des facteurs indépendants de la volonté d'une des parties, celle-ci doit le notifier à l'autre immédiatement, et les parties doivent prendre les mesures nécessaires pour rétablir cette communication au moyen dudit système. À la suite d'une telle notification, les parties utilisent des moyens de communication de substitution jusqu'à ce que la communication via le système d'échange électronique soit rétablie. Les dispositions applicables aux moyens de communication de substitution sont décrites aux articles II.5.3 et II.5.4 ci-dessous.

Si le système d'échange électronique est temporairement indisponible, l'expéditeur ne peut être considéré comme ayant manqué à son obligation d'envoyer la communication dans un

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

délai spécifique. En tout état de cause, pour des raisons liées à la continuité des activités, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser à tout moment des moyens de communication de substitution.

**II.5.3 Date de la communication via le système d'échange électronique pour les notifications autres que formelles**

Les communications par l'intermédiaire du système d'échange électronique sont généralement considérées comme ayant été effectuées au moment de l'envoi par l'expéditeur (c'est-à-dire à la date et à l'heure auxquelles elles sont envoyées via le système), comme indiqué par l'horodatage.

**II.5.4 Date de la communication via le système d'échange électronique pour les notifications formelles**

La date de réception des notifications formelles effectuées par l'intermédiaire du système d'échange électronique sera la date et l'heure de la consultation de la communication, comme indiqué par l'horodatage. Les notifications formelles qui n'ont pas été consultées dans les 10 jours suivant leur envoi seront considérées comme ayant été consultées.

**II.5.5 Communication par courrier électronique**

Lorsqu'elles communiquent par courrier électronique, les parties doivent envoyer leurs messages aux adresses électroniques indiquées à l'article I.8.

**II.5.5.1. Date des communications effectuées par courrier électronique pour les notifications autres que formelles**

Sans préjudice de l'article II.19.1 ci-dessous et du point 31.3 de l'annexe I du règlement financier, les notifications par courrier électronique sont généralement considérées comme ayant été effectuées et le courrier électronique est réputé avoir été reçu par la partie destinataire à la date d'envoi dudit courrier électronique, s'il est envoyé à l'adresse électronique indiquée à l'article I.8 et s'il ne présente pas de caractéristiques qui pourraient raisonnablement empêcher son bon acheminement (telles que l'envoi de courriers extrêmement volumineux pouvant être bloqués en raison de leur taille ou de courriers contenant des éléments que bloqueraient la plupart des filtres antispam). L'expéditeur doit être en mesure de prouver la date d'envoi. S'il envoie le courrier électronique à l'adresse électronique indiquée à l'article I.8 et s'il reçoit une notification d'échec de remise, l'expéditeur doit, dans la mesure du raisonnable, tout mettre en œuvre pour faire en sorte que l'autre partie reçoive la communication.

**II.5.5.2. Date des communications effectuées par courrier électronique pour les notifications formelles**

Les notifications formelles effectuées par courrier électronique sont considérées comme ayant été reçues à la date de renvoi d'un courrier électronique accusant réception de manière expresse ou implicite. Si aucun courrier électronique de ce type n'est reçu dans un délai raisonnable par la partie ayant envoyé la notification formelle, ladite notification

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

formelle doit être envoyée à nouveau au moyen d'un service de messagerie avec preuve de livraison ou par courrier recommandé (voir l'article II.5.4.2 ci-dessous).

### **II.5.6 Communication par courrier postal**

En règle générale, le courrier postal est utilisé à titre exceptionnel pour les notifications formelles et comme moyen de communication de substitution lorsque les autres moyens ne sont pas disponibles.

Lorsqu'elles communiquent par courrier postal, les parties doivent envoyer leurs lettres aux adresses postales indiquées à l'article I.8.

#### **II.5.6.1. Date des communications effectuées par courrier postal pour les notifications autres que formelles**

Sans préjudice de l'article 116 du RF, les notifications par courrier postal sont généralement considérées comme ayant été effectuées à la date de réception par la partie destinataire.

Les demandes de paiement adressées au pouvoir adjudicateur par courrier postal sont réputées reçues à la date de leur enregistrement par le service habilité de l'ordonnateur compétent.

#### **II.5.6.2. Date des communications effectuées par courrier postal pour les notifications formelles**

Les notifications formelles par service de messagerie avec preuve de livraison sont considérées comme ayant été reçues à la date indiquée dans la preuve de livraison. Les notifications formelles envoyées par courrier recommandé avec avis de réception sont considérées comme ayant été reçues soit à la date de livraison enregistrée par le service postal, soit à la date limite de leur retrait au bureau de poste.

## **II.6. RESPONSABILITE**

- II.6.1** Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable des dommages ou pertes causés par le contractant, y compris les dommages ou pertes causés à des tiers à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC.
- II.6.2** Si la législation applicable le requiert, le contractant doit souscrire une police d'assurance couvrant les risques et dommages ou pertes liés à la mise en œuvre du CC. Il doit également souscrire les assurances complémentaires qui sont d'usage dans son secteur d'activité. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit lui fournir la preuve de la couverture d'assurance.
- II.6.3** Le contractant est responsable des pertes ou dommages causés au pouvoir adjudicateur à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC, y compris dans le cadre de la sous-traitance, cette responsabilité étant toutefois limitée à un montant ne dépassant pas trois fois la valeur totale du contrat spécifique correspondant. Cependant, si le dommage ou la perte est imputable à une faute grave ou une faute intentionnelle du contractant, de son personnel ou de ses sous-traitants, ainsi que dans le cas d'une action intentée contre le



*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

pouvoir adjudicateur par un tiers pour violation de ses droits de propriété intellectuelle, le contractant est responsable du montant total du dommage ou de la perte.

- II.6.4** Si un tiers intente une action contre le pouvoir adjudicateur en relation avec la mise en œuvre du CC, y compris toute action pour violation supposée de droits de propriété intellectuelle, le contractant doit prêter assistance au pouvoir adjudicateur lors de la procédure judiciaire, notamment en intervenant à l'appui du pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier.

Si la responsabilité du pouvoir adjudicateur envers le tiers est établie et que cette responsabilité est causée par le contractant à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC, l'article II.6.3 est applicable.

- II.6.5** Si le contractant se compose d'au moins deux opérateurs économiques (ayant présenté une offre conjointe), ceux-ci sont conjointement et solidairement responsables de la mise en œuvre du CC à l'égard du pouvoir adjudicateur.

- II.6.6** Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des pertes ou dommages subis par le contractant à l'occasion ou par le fait de la mise en œuvre du CC, à moins que cette perte ou ce dommage n'ait été causé par une faute intentionnelle ou une faute grave de la part du pouvoir adjudicateur.

**II.7. CONFLIT D'INTERETS ET INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES**

- II.7.1** Le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation de conflit d'intérêts ou d'intérêts à caractère professionnel contradictoires.

- II.7.2** Le contractant doit notifier par écrit au pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible toute situation qui pourrait constituer un conflit d'intérêts ou un intérêt à caractère professionnel contradictoire durant la mise en œuvre du CC. Le contractant doit prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le pouvoir adjudicateur peut effectuer les actions suivantes:

- a) vérifier que les mesures du contractant sont appropriées;
- b) exiger que le contractant prenne des mesures supplémentaires dans un délai imparti;
- c) décider de ne pas attribuer un contrat spécifique au contractant.

- II.7.3** Le contractant doit répercuter par écrit toutes les obligations pertinentes auprès:

- a) des membres de son personnel;
- b) de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom;
- c) des tiers participant à la mise en œuvre du CC, y compris les sous-traitants.

Le contractant doit également veiller à ce que les personnes visées ci-dessus ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**II.8. CONFIDENTIALITE**

- II.8.1.** Le pouvoir adjudicateur et le contractant doivent traiter de manière confidentielle toute information ou tout document, sous quelque forme que ce soit, divulgué par écrit ou oralement, qui est lié à la mise en œuvre du CC.
- II.8.2.** Chaque partie a l'obligation:
- a) de ne pas utiliser d'informations ou de documents confidentiels à des fins autres que le respect des obligations qui lui incombent en vertu du CC ou du contrat spécifique sans l'accord préalable écrit de l'autre partie;
  - b) d'assurer la protection de ces informations ou documents confidentiels en garantissant le même niveau de protection que pour ses propres informations ou documents confidentiels, et dans tous les cas avec toute la diligence nécessaire;
  - c) de ne pas divulguer, directement ou indirectement, des informations ou documents confidentiels à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre partie.
- II.8.3** Les obligations de confidentialité prévues au présent article sont contraignantes pour le pouvoir adjudicateur et le contractant pendant la mise en œuvre du CC et tant que les informations ou les documents restent confidentiels, sauf si:
- a) la partie concernée accepte de libérer plus tôt l'autre partie de l'obligation de confidentialité;
  - b) les informations ou les documents confidentiels deviennent publics par d'autres moyens qu'une violation de l'obligation de confidentialité;
  - c) la législation applicable exige la divulgation des informations ou documents confidentiels.
- II.8.4** Le contractant doit obtenir de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom, ainsi que des tiers participant à la mise en œuvre du CC, l'engagement qu'ils se conformeront au présent article. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.
- II.8.5** Le pouvoir adjudicateur est autorisé à mettre (toute partie de) ces informations ou documents confidentiels à la disposition de son personnel et du personnel d'autres institutions, agences et organes de l'Union, ainsi que d'autres personnes et entités travaillant pour le pouvoir adjudicateur ou en collaboration avec lui. Sont notamment concernés les autres contractants ou sous-traitants et leur personnel, qui ont besoin d'en connaître pour l'exécution du contrat, qui savent qu'ils doivent les traiter de manière confidentielle et qui sont tenus par des obligations de confidentialité qui ne sont pas moins restrictives que celles du pouvoir adjudicateur énoncées dans la présente section.
- II.8.6** La partie destinataire renvoie, à la demande de l'autre partie, toutes les copies et tous les enregistrements des informations ou documents confidentiels divulgués par l'autre partie et

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

ne conserve aucune copie ou enregistrement des informations ou documents confidentiels divulgués par l'autre partie.

## **II.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **II.9.1 Traitement des données à caractère personnel par le pouvoir adjudicateur**

Toute donnée à caractère personnel figurant dans le CC ou associée à celui-ci, y compris dans le cadre de sa mise en œuvre, doit être traitée conformément au règlement (UE) 2018/1725. Ces données ne doivent être traitées qu'aux fins de la mise en œuvre, de la gestion et du suivi du CC par le responsable du traitement des données.

Le contractant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées par le responsable du traitement des données dans le cadre du présent CC possède des droits spécifiques en tant que personne concernée en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, et notamment le droit d'accéder à ses données à caractère personnel, de les rectifier ou de les supprimer, le droit de limiter le traitement de ces données ou, le cas échéant, de s'y opposer ou le droit à la portabilité des données.

Pour toute question concernant le traitement de ses données à caractère personnel, le contractant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC s'adresse au responsable du traitement des données. Il lui est également possible de s'adresser au délégué à la protection des données relevant du responsable du traitement des données. Les personnes concernées ont le droit d'introduire à tout moment une réclamation auprès du Contrôleur européen de la protection des données.

Des renseignements détaillés concernant le traitement des données à caractère personnel figurent dans l'avis relatif à la protection des données visé à l'article I.9.

### **II.9.2 Traitement des données à caractère personnel par le contractant**

Le traitement de données à caractère personnel par le contractant doit satisfaire aux exigences du règlement (UE) 2018/1725 et s'effectuer uniquement aux fins définies par le responsable du traitement.

Le contractant aide le responsable du traitement à satisfaire à l'obligation qui lui incombe de donner suite aux demandes d'exercer leurs droits émanant de personnes dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC, comme prévu au chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725. Le contractant doit informer sans délai le responsable du traitement de ces demandes.

Le contractant ne peut agir que conformément aux instructions écrites et documentées et sous la supervision du responsable du traitement, notamment en ce qui concerne les finalités du traitement, les catégories de données pouvant être traitées, les destinataires des données et les moyens par lesquels la personne concernée peut exercer ses droits.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Le contractant donne à son personnel l'accès aux données dans la mesure strictement nécessaire à la mise en œuvre, à la gestion et au suivi du CC. Le contractant doit veiller à ce que le personnel autorisé à traiter les données à caractère personnel s'engage à respecter la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale de confidentialité conformément aux dispositions de l'article II.8.

Le contractant doit adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel appropriées, eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature, à la portée, au contexte et aux finalités du traitement, offrant notamment, selon les besoins:

- a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
- b) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- d) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement;
- e) des mesures visant à protéger les données à caractère personnel contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, d'origine accidentelle ou illicite.

Dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 48 heures après en avoir eu connaissance, le contractant notifie au responsable du traitement les violations pertinentes de données à caractère personnel. Dans ce cas, le contractant communique au moins les informations suivantes au responsable du traitement:

- a) la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés;
- b) les conséquences probables de la violation;
- c) les mesures prises ou proposées pour remédier à la violation, y compris, s'il y a lieu, les mesures destinées à en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le contractant informe immédiatement le responsable du traitement des données si, selon lui, une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2018/1725, du règlement (UE) 2016/679 ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données comme prévu au cahier des charges.

Le contractant aide le responsable du traitement à satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 à 41 du règlement (UE) 2018/1725, à savoir:

- a) garantir le respect de ses obligations en matière de protection des données en ce qui concerne la sécurité du traitement et la confidentialité des communications électroniques et des annuaires d'utilisateurs;

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- b) notifier au Contrôleur européen de la protection des données toute violation de données à caractère personnel;
- c) communiquer une violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, le cas échéant;
- d) effectuer des analyses d'impact relatives à la protection des données et des consultations préalables dans la mesure nécessaire.

Le contractant tient un registre contenant toutes les opérations de traitement de données effectuées pour le compte du responsable du traitement, les transferts de données à caractère personnel, les violations de la sécurité, les suites données aux demandes soumises par des personnes dont les données à caractère personnel ont été traitées en vue d'exercer leurs droits et les demandes d'accès aux données à caractère personnel par des tiers.

Le pouvoir adjudicateur est soumis au protocole n° 7 sur les privilèges et immunités de l'Union européenne figurant dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ce qui concerne l'inviolabilité des archives (y compris la localisation physique des données et des services comme prévu à l'article I.9.2) et la sécurité des données, ce qui comprend les données à caractère personnel détenues pour le compte du pouvoir adjudicateur dans les locaux du contractant ou du sous-traitant.

Le contractant informe sans délai le pouvoir adjudicateur de toute demande juridiquement contraignante de divulgation des données à caractère personnel traitées pour le compte du pouvoir adjudicateur qui lui est adressée par une autorité publique nationale, y compris une autorité d'un pays tiers. Le contractant n'est pas autorisé à accorder cet accès sans l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.

La durée du traitement des données à caractère personnel par le contractant n'excédera pas la période indiquée à l'article II.24.2. À l'issue de cette période, le contractant doit, selon le choix du responsable du traitement, restituer dans les meilleurs délais et dans un format arrêté d'un commun accord toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement, ainsi que les copies de ces données, ou détruire de manière effective toutes les données à caractère personnel à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'exige de les conserver plus longtemps.

Aux fins de l'article II.10, si tout ou partie du traitement des données à caractère personnel est sous-traité à un tiers, le contractant transmet par écrit à ces parties, y compris aux sous-traitants, les obligations visées aux articles I.9.2 et II.9.2. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.

## **II.10. SOUS-TRAITANCE**

- II.10.1** Le contractant ne peut sous-traiter ni faire exécuter le CC par des tiers autres que ceux déjà mentionnés dans son offre sans autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.
- II.10.2** Même si le pouvoir adjudicateur autorise la sous-traitance, le contractant reste lié par ses obligations contractuelles et est le seul responsable de la mise en œuvre du CC.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- II.10.3** Le contractant doit veiller à ce que le sous-contrat ne porte pas atteinte aux droits du pouvoir adjudicateur en vertu du présent CC, et notamment ceux visés aux articles II.8, II.13 et II.24.
- II.10.4** Le pouvoir adjudicateur peut demander au contractant de remplacer un sous-traitant se trouvant dans une des situations visées aux points d) et e) de l'article II.18.1.

### **II.11. AVENANTS**

- II.11.1** Tout avenant au CC ou au contrat spécifique doit être établi par écrit avant l'exécution de toute obligation contractuelle. Un contrat spécifique ne peut constituer un avenant au CC.
- II.11.2** Tout avenant ne doit apporter aucune modification au CC ou à un contrat spécifique qui pourrait altérer les conditions initiales de la procédure de passation de marchés ou donner lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants.

### **II.12. CESSION DU CONTRAT A UN TIERS**

- II.12.1** Le contractant ne peut céder les droits et obligations découlant du CC.
- II.12.2** Par dérogation à la clause qui précède, dans des circonstances exceptionnelles dûment justifiées, les droits et/ou obligations découlant du CC peuvent être cédés moyennant autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur. Cette autorisation est accordée, le cas échéant, à la discrétion du pouvoir adjudicateur et à la demande du contractant. La demande du contractant précise les circonstances exceptionnelles sur lesquelles celle-ci est fondée et indique l'identité de l'ayant droit envisagé. Le pouvoir adjudicateur peut demander des informations complémentaires.
- II.12.3** Aucun droit ou obligation cédé par le contractant sans l'autorisation mentionnée dans la clause qui précède n'est opposable au pouvoir adjudicateur.

### **II.13. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

#### **II.13.1 Propriété des droits des résultats**

L'Union acquiert irrévocablement et partout dans le monde la propriété des résultats et de tous les droits de propriété intellectuelle sur le matériel nouvellement créé produit spécifiquement pour l'Union en vertu du CC et inclus dans les résultats, sans préjudice, toutefois, des règles applicables aux droits préexistants sur le matériel préexistant, comme prévu à l'article II.13.2.

Les droits de propriété intellectuelle ainsi acquis comprennent tous les droits, par exemple le droit d'auteur ou d'autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle, sur les résultats et dans toutes les solutions technologiques et informations créées ou produites par le contractant ou son sous-traitant dans le cadre de la mise en œuvre du CC. Le pouvoir adjudicateur peut exploiter et utiliser les droits acquis comme indiqué dans le présent CC. L'Union acquiert tous les droits dès le moment où le contractant a créé les résultats.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Le paiement du prix inclut toutes les rémunérations dues au contractant relatives à l'acquisition de la propriété des droits par l'Union, notamment tous les modes d'exploitation et d'utilisation des résultats.

### **II.13.2 Droits de licence sur le matériel préexistant**

Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, l'Union n'acquiert pas la propriété des droits préexistants dans le cadre du présent CC.

Le contractant accorde une licence libre de redevance, non exclusive et irrévocable sur les droits préexistants à l'Union, qui peut utiliser le matériel préexistant selon tous les modes d'exploitation prévus dans le présent CC ou dans les contrats spécifiques. Sauf accord contraire, la licence n'est pas transférable et ne peut faire l'objet d'une sous-licence, sous réserve des dispositions ci-après:

a) les droits préexistants peuvent faire l'objet d'une sous-licence octroyée par le pouvoir adjudicateur aux personnes et entités travaillant pour lui ou collaborant avec lui, dont les contractants et sous-traitants (personnes morales ou physiques), mais uniquement aux fins de leur mission pour l'Union;

b) si le résultat est un «document», comme un rapport ou une étude, qui est destiné à être publié, l'existence d'un matériel préexistant dans le résultat ne peut empêcher la publication, la traduction ou la «réutilisation» du document, étant entendu, toutefois, que la «réutilisation» ne peut être faite que du résultat dans son ensemble et non du matériel préexistant pris séparément du résultat; aux fins de la présente disposition, les termes «réutilisation» et «document» ont la signification qui leur est donnée par la décision de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (2011/833/UE).

Tous les droits préexistants font l'objet de licences accordées à l'Union dès la livraison des résultats et leur approbation par le pouvoir adjudicateur.

L'octroi à l'Union de licences sur les droits préexistants au titre du présent CC est valable pour le monde entier et pour la durée de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Le paiement du prix indiqué dans les contrats spécifiques est réputé inclure également toutes les rémunérations dues au contractant au titre de l'octroi à l'Union de licences sur les droits préexistants, notamment toutes les formes d'exploitation et d'utilisation des résultats.

Lorsque la mise en œuvre du CC requiert l'utilisation par le contractant d'un matériel préexistant appartenant au pouvoir adjudicateur, ce dernier peut demander au contractant de signer un accord de licence adéquat. Cette utilisation par le contractant n'entraîne aucun transfert de droits au contractant et se limite aux besoins du présent CC.

### **II.13.3 Droits exclusifs**

L'Union acquiert les droits exclusifs suivants:

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- a) reproduction: le droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, des résultats par quelque moyen (mécanique, numérique ou autre) et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) communication au public: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute présentation, représentation ou communication au public, par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public des résultats de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement; cela comprend également la communication sur internet et la diffusion par câble ou par satellite;
- c) distribution: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, des résultats ou des copies de ceux-ci;
- d) location: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la location ou le prêt des résultats ou des copies de ceux-ci;
- e) adaptation: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute modification des résultats;
- f) traduction: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la traduction, l'adaptation, l'arrangement et la création d'œuvres dérivées sur la base des résultats, et toute autre altération des résultats, sous réserve du respect des droits moraux des auteurs, le cas échéant;
- g) lorsque les résultats constituent ou contiennent une base de données: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire l'extraction de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données vers un autre support, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit; et le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réutilisation de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données par la distribution de copies, par la location, par des formes de transmission en ligne ou autres;
- h) lorsque les résultats constituent ou contiennent un objet brevetable: le droit d'enregistrer cet objet comme brevet et d'exploiter ce brevet au maximum;
- i) lorsque les résultats constituent ou contiennent des logos ou un objet qui pourraient être enregistrés comme marque: le droit d'enregistrer ce logo ou cet objet comme marque, de l'exploiter et de l'utiliser;
- j) lorsque les résultats constituent ou contiennent un savoir-faire: le droit d'utiliser ce savoir-faire autant que nécessaire pour utiliser au maximum les résultats prévus par le présent CC, et le droit de le mettre à la disposition des contractants ou sous-traitants agissant au nom du pouvoir adjudicateur, sous réserve de la signature d'un engagement de confidentialité adéquat le cas échéant;
- k) lorsque les résultats sont des documents:
  - i. le droit d'autoriser la réutilisation des documents conformément à la décision de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (2011/833/UE), dans la mesure où cette décision est applicable et où les documents relèvent de son champ d'application et ne sont pas exclus par l'une de ses dispositions; aux fins de la présente disposition, les termes «réutilisation» et «document» ont la signification qui leur est donnée par cette décision;
  - ii. le droit de stocker et d'archiver les résultats conformément aux règles de gestion des documents applicables au pouvoir adjudicateur, y compris la numérisation ou la conversion du format à des fins de conservation ou de nouvelle utilisation;
- l) lorsque les résultats constituent ou comprennent un logiciel, y compris le code source, le code objet et, le cas échéant, de la documentation, du matériel préparatoire et des manuels, en plus des autres droits mentionnés dans le présent article:



*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- i. les droits de l'utilisateur final, pour tous les usages, par l'Union ou les sous-traitants, qui résultent du présent CC et de l'intention des parties;
- ii. le droit de recevoir tant le code source que le code objet;
- m) le droit d'octroyer à des tiers des licences pour tous droits exclusifs ou modes d'exploitation énoncés dans le présent CC; toutefois, pour le matériel préexistant dont la licence est uniquement octroyée à l'Union, le droit d'accorder des sous-licences ne s'applique pas, sauf dans les deux cas prévus par l'article II.13.2.;
- n) dans la mesure où le contractant peut invoquer des droits moraux, le droit du pouvoir adjudicateur, sauf disposition contraire prévue dans le présent CC, de publier les résultats avec ou sans mention du nom de l'auteur (des auteurs), et le droit de décider de la divulgation et de la publication des résultats, et du moment de cette divulgation et publication.

Le contractant garantit que les droits exclusifs et les modes d'exploitation peuvent être exercés par l'Union sur toutes les parties des résultats, soit par le biais d'un transfert de propriété des droits, en ce qui concerne les parties créées spécifiquement par le contractant, soit par le biais d'une licence sur les droits préexistants, en ce qui concerne les parties consistant en du matériel préexistant.

Lorsque du matériel préexistant est inséré dans les résultats, le pouvoir adjudicateur peut accepter des restrictions raisonnables ayant une incidence sur la liste ci-dessus, à condition que ledit matériel soit facilement identifiable et dissociable du reste, qu'il ne corresponde pas aux éléments substantiels des résultats et que, en cas de besoin, des solutions de remplacement satisfaisantes existent, sans engendrer de frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, avant de faire ce choix, le contractant devra en informer clairement le pouvoir adjudicateur, ce dernier ayant le droit de s'y opposer.

#### **II.13.4 Identification des droits préexistants**

Lorsqu'il livre les résultats, le contractant doit garantir que les parties nouvellement créées et le matériel préexistant incorporé dans les résultats sont libres de droits et de revendications de la part des auteurs et des tiers pour toutes les exploitations envisagées par le pouvoir adjudicateur dans les limites fixées dans le présent CC, et que tous les droits préexistants nécessaires ont été obtenus ou octroyés sous licence.

À cet effet, le contractant doit établir une liste de tous les droits préexistants sur les résultats du présent CC ou sur des parties de ceux-ci, y compris l'identification des titulaires de droits. S'il n'existe aucun droit préexistant sur les résultats, le contractant doit fournir une déclaration à cet effet. Le contractant doit communiquer cette liste ou déclaration au pouvoir adjudicateur au plus tard avec la facture présentée pour le paiement du solde.

#### **II.13.5 Preuve de l'octroi des droits préexistants**

À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit, en plus de la liste visée à l'article II.13.4, démontrer qu'il détient la propriété ou les droits d'exploitation de tous les droits préexistants énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par l'Union ou pour lesquels cette dernière octroie des licences. Le pouvoir adjudicateur peut demander ces preuves même après l'expiration du présent CC.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Cette disposition s'applique également aux droits à l'image et aux enregistrements sonores.

Ces preuves peuvent notamment concerner les droits liés aux éléments suivants: parties d'autres documents, images, graphiques, sons, musique, tableaux, données, logiciels, inventions techniques, savoir-faire, outils de développement informatique, routines, sous-routines ou autres programmes («technologies préexistantes»), concepts, maquettes, installations ou œuvres d'art, données, sources, documents préexistants ou toute autre partie d'origine externe.

Ces preuves doivent comprendre, le cas échéant:

- a) les nom et numéro de version du logiciel;
- b) l'identification complète de l'œuvre et de l'auteur, du développeur, du créateur, du traducteur, de la personne saisissant les données, du graphiste, de l'éditeur, du réviseur, du photographe, du producteur;
- c) une copie de la licence d'exploitation du produit ou de l'accord octroyant les droits en question au contractant ou une référence à cette licence;
- d) une copie de l'accord ou un extrait du contrat de travail octroyant les droits en question au contractant lorsque des parties du résultat ont été créées par son personnel;
- e) le texte de l'avis d'exclusion de responsabilité, le cas échéant.

La fourniture des preuves ne libère pas le contractant de ses responsabilités s'il apparaît qu'il ne possède pas les droits nécessaires, quels que soient le moment où ces faits ont été révélés et la (les) personne(s) qui les a (ont) révélés.

Le contractant garantit également qu'il dispose des droits ou des pouvoirs nécessaires pour procéder à la cession et qu'il a effectué tous les paiements ou vérifié qu'ils ont été effectués, y compris des redevances dues aux sociétés de gestion collective, relatifs aux résultats finals.

### **II.13.6 Citation d'œuvres dans les résultats**

Dans les résultats, le contractant signale clairement toute citation d'œuvres existantes. La référence complète doit comprendre, selon le cas: le nom de l'auteur, le titre de l'œuvre, la date et le lieu de publication, la date de création, l'adresse de publication sur l'internet, le numéro, le volume et toute autre information permettant que l'origine soit déterminée aisément.

### **II.13.7 Droits moraux des auteurs**

Par la livraison des résultats, le contractant garantit que les auteurs ne s'opposeront pas aux actions suivantes en vertu de leurs droits moraux au titre du droit d'auteur:

- a) la mention ou non de leur nom lors de la présentation des résultats au public;
- b) la divulgation ou non des résultats après leur livraison dans leur version finale au pouvoir adjudicateur;
- c) l'adaptation des résultats, à condition que cette adaptation se fasse d'une manière non préjudiciable à l'honneur ou à la réputation de l'auteur.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

S'il existe des droits moraux sur des parties des résultats protégés par un droit d'auteur, le contractant doit obtenir le consentement des auteurs en ce qui concerne l'octroi des droits moraux pertinents, ou la renonciation à ceux-ci, conformément aux dispositions juridiques applicables et être prêt à fournir les pièces justificatives sur demande.

### **II.13.8 Droits à l'image et enregistrements sonores**

Si des personnes physiques apparaissent dans un résultat ou que leur voix ou autre élément privé est enregistré de manière reconnaissable, le contractant doit obtenir une déclaration dans laquelle ces personnes (ou celles investies de l'autorité parentale s'il s'agit de mineurs) autorisent l'exploitation prévue de leur image, de leur voix ou élément privé et présenter une copie de cette autorisation au pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier. Le contractant doit prendre les mesures nécessaires pour obtenir ce consentement conformément aux dispositions juridiques applicables.

### **II.13.9 Déclaration concernant le droit d'auteur pour les droits préexistants**

Si le contractant conserve des droits préexistants sur des parties du résultat, il convient d'insérer une référence à cet effet en cas d'utilisation du résultat telle que la prévoit l'article I.10.1, à l'aide de la mention d'exclusion de responsabilité suivante: «© — année — Union européenne. Tous droits réservés. Certaines parties font l'objet d'une licence sous conditions à l'UE», ou autre clause équivalente que le pouvoir adjudicateur considère appropriée, ou dont les parties ont convenu au cas par cas. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'insertion d'une telle référence serait impossible, notamment pour des raisons pratiques.

### **II.13.10 Visibilité du financement de l'Union et exclusion de responsabilité**

Lors de l'exploitation des résultats, le contractant doit déclarer qu'ils ont été produits au titre d'un contrat avec l'Union et que les points de vue qui y sont exposés reflètent exclusivement l'opinion du contractant et ne constituent pas une prise de position formelle du pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à cette obligation par écrit ou fournir le texte de la clause d'exclusion de responsabilité.

## **II.14. FORCE MAJEURE**

- II.14.1** Si une partie est confrontée à un cas de force majeure, elle doit immédiatement le notifier à l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de ces circonstances.
- II.14.2** Une partie n'est pas responsable des retards dans l'exécution de ses obligations au titre du CC ou du non-respect de ces obligations si ce retard ou non-respect est le résultat d'un cas de force majeure. Si le contractant est empêché, par un cas de force majeure, de remplir ses obligations contractuelles, son droit au paiement de la rémunération se limite aux services effectivement fournis.
- II.14.3** Les parties doivent prendre toutes mesures nécessaires pour limiter les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de force majeure.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

## **II.15. DOMMAGES-INTERETS**

### **II.15.1 Livraison tardive**

Si le contractant n'exécute pas ses obligations contractuelles dans le délai fixé par le présent CC, le pouvoir adjudicateur peut lui imposer le paiement de dommages-intérêts pour chaque jour de retard, calculés selon la formule suivante:

$$0,3 \times (V/d)$$

où:

V est le prix de l'achat, de l'élément livrable ou du résultat concerné;

d est la durée mentionnée dans le contrat spécifique correspondant pour la livraison de l'achat, de l'élément livrable ou du résultat concerné ou, à défaut, la période comprise entre la date visée à l'article I.4.2 et la date de livraison ou d'exécution stipulée dans le contrat spécifique correspondant, exprimées en jours.

Des dommages-intérêts peuvent être imposés avec une réduction des prix conformément aux conditions énoncées à l'article II.16.

### **II.15.2 Procédure**

Le pouvoir adjudicateur doit notifier formellement au contractant son intention d'appliquer des dommages-intérêts et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui notifier, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention d'appliquer des dommages-intérêts; ou
- b) sa décision finale d'appliquer des dommages-intérêts et le montant correspondant.

### **II.15.3 Nature des dommages-intérêts**

Les parties reconnaissent et conviennent expressément que toute somme payable au titre du présent article ne constitue pas une sanction et représente une estimation raisonnable de la juste compensation des dommages causés par la non-fourniture des services dans les délais applicables fixés dans le présent CC.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

#### **II.15.4 Réclamations et responsabilité**

Les réclamations de dommages-intérêts n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

#### **II.16. REDUCTION DES PRIX**

##### **II.16.1 Normes de qualité**

Si le contractant ne fournit pas les services conformément au CC ou au contrat spécifique («obligations inexécutées»), ou s'il ne fournit pas les services conformément aux normes de qualité attendues prévues dans le cahier des charges («livraison de faible qualité»), le pouvoir adjudicateur peut réduire ou recouvrer les paiements de manière proportionnelle à la gravité des obligations inexécutées ou de la livraison de faible qualité. Il s'agit en particulier des cas où le pouvoir adjudicateur ne peut approuver un résultat, rapport ou élément livrable tel que défini à l'article I.6 après présentation par le contractant des informations supplémentaires demandées, de corrections ou d'une nouvelle version.

Une réduction des prix peut être imposée avec des dommages-intérêts dans les conditions de l'article II.15.

##### **II.16.2 Procédure**

Le pouvoir adjudicateur doit notifier formellement au contractant son intention de réduire le paiement et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui notifier, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention de réduire le paiement; ou
- b) la décision finale de réduire le paiement et le montant correspondant.

##### **II.16.3 Réclamations et responsabilité**

Les réductions de prix n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

## **II.17. SUSPENSION DE LA MISE EN ŒUVRE DU CC**

### **II.17.1 Suspension par le contractant**

Si un cas de force majeure affecte l'exécution du contrat, le contractant peut suspendre la fourniture des services dans le cadre d'un contrat spécifique.

Le contractant doit immédiatement notifier la suspension au pouvoir adjudicateur. La notification doit comprendre une description du cas de force majeure et indiquer le moment auquel le contractant devrait reprendre la fourniture des services.

Le contractant doit notifier au pouvoir adjudicateur qu'il est en mesure de reprendre l'exécution du contrat spécifique, à moins que celui-ci n'ait déjà résilié le CC ou le contrat spécifique.

### **II.17.2 Suspension par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre la mise en œuvre de tout ou partie du CC ou l'exécution de tout ou partie d'un contrat spécifique:

- a) en cas de force majeure affectant la mise en œuvre du CC ou l'exécution d'un contrat spécifique;
- b) afin de vérifier si le soupçon d'irrégularités, de fraude ou de violation d'obligations est fondé;
- c) si la procédure d'attribution du CC ou d'un contrat spécifique ou la mise en œuvre du CC se révèle entachée d'irrégularités, de fraude ou d'une violation d'obligations.

Le pouvoir adjudicateur doit notifier formellement la suspension au contractant et motiver celle-ci. La suspension prend effet à la date de la notification formelle, ou à une date ultérieure si la notification formelle le prévoit ainsi.

Dès que la vérification est achevée, le pouvoir adjudicateur doit notifier au contractant:

- a) sa décision de lever la suspension; ou
- b) son intention de résilier le CC ou un contrat spécifique au titre de l'article II.18.1, point f) ou j).

Le contractant ne peut exiger d'indemnisation en cas de suspension d'une partie quelconque du CC ou d'un contrat spécifique.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre suspendre le délai de paiement conformément à l'article II.21.7.

## **II.18. RESILIATION DU CC**

### **II.18.1 Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le CC ou tout contrat spécifique en cours dans les cas suivants:

- a) si la fourniture des services prévue dans un contrat spécifique en cours n'a pas effectivement débuté dans les quinze jours suivant la date prévue à cet effet, et si la nouvelle date proposée, le cas échéant, est considérée comme inacceptable par le pouvoir adjudicateur, compte tenu de l'article II.11.2;
- b) si le contractant ne peut, par sa propre faute, obtenir un permis ou une autorisation nécessaire à la mise en œuvre du CC;
- c) si le contractant ne met pas en œuvre le CC ou n'exécute pas le contrat spécifique conformément au cahier des charges ou à la demande de service, ou s'il ne remplit pas une autre obligation contractuelle substantielle, ou s'il refuse à plusieurs reprises de signer des contrats spécifiques. La résiliation d'au moins trois contrats spécifiques dans ces circonstances constitue également un motif de résiliation du CC;
- d) si le contractant ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes du contractant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier ;
- e) si le contractant ou toute personne liée se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points c) à h), ou à l'article 136, paragraphe 2, du règlement financier;
- f) si la procédure d'attribution du CC ou la mise en œuvre du CC se révèle entachée d'erreurs, d'irrégularités, de fraude ou d'une violation d'obligations;
- g) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE;
- h) si le contractant se trouve dans une situation qui pourrait constituer un conflit d'intérêts ou un intérêt à caractère professionnel contradictoire visé à l'article II.7;
- i) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle dans la situation du contractant est susceptible d'influer de manière substantielle sur la mise en œuvre du CC ou de modifier de manière substantielle les conditions dans lesquelles le CC a initialement été attribué ou lorsqu'un changement relatif aux situations d'exclusion énumérées à l'article 136 du règlement (UE) 2018/1046 remet en cause la décision d'attribution du contrat ou le contractant fait l'objet de mesures restrictives faisant obstacle à la mise en œuvre du CC;
- j) en cas de force majeure, si la reprise de la mise en œuvre est impossible ou si un changement nécessaire au CC ou au contrat spécifique signifierait que le cahier des charges n'est plus respecté ou donnerait lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants;
- k) si les besoins du pouvoir adjudicateur évoluent et si de nouveaux services ne sont plus nécessaires en vertu du CC; dans ces cas, les contrats spécifiques en cours ne sont pas remis en cause;

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- l) si, à la suite de la résiliation du CC conclu avec un ou plusieurs des contractants, le CC multiple avec remise en concurrence ne comporte plus la concurrence minimale requise;
- m) si le contractant ne respecte pas les obligations en matière de protection des données découlant de l'article II.9.2;
- n) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en matière de protection des données découlant du règlement (UE) 2016/679.

### **II.18.2 Motifs de résiliation par le contractant**

Le contractant peut résilier le CC ou tout contrat spécifique en cours si le pouvoir adjudicateur ne respecte pas ses obligations, notamment l'obligation de fournir au contractant les informations nécessaires à la mise en œuvre du CC ou à l'exécution d'un contrat spécifique prévue dans le cahier des charges.

### **II.18.3 Procédure de résiliation**

Une partie doit notifier formellement à l'autre partie son intention de résilier le CC ou un contrat spécifique en précisant les motifs de la résiliation.

L'autre partie dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception pour faire part de ses observations, y compris les mesures qu'elle a prises ou qu'elle prendra pour assurer la continuité du respect de ses obligations contractuelles. À défaut, la décision de résiliation devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si l'autre partie présente des observations, la partie souhaitant résilier doit lui notifier formellement le retrait de son intention de résilier ou sa décision finale de résiliation.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points a) à d), g) à i), k) à n), et à l'article II.18.2, la date à laquelle la résiliation prend effet doit être précisée dans la notification formelle.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points e), f) et j), la résiliation est effective le jour suivant la date à laquelle le contractant a reçu notification de la résiliation.

En outre, à la demande du pouvoir adjudicateur et indépendamment des motifs de résiliation, le contractant doit fournir toute l'assistance nécessaire, y compris les informations, documents et dossiers, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'achever ou de continuer les services, ou de les transférer à un nouveau contractant ou en interne, sans interruption ou effet négatif sur la qualité ou la continuité des services. Les parties peuvent convenir d'établir un plan de transition précisant les modalités de l'assistance du contractant, à moins qu'un tel plan ne soit déjà détaillé dans les autres documents contractuels ou dans le cahier des charges. Le contractant doit fournir cette assistance sans frais supplémentaires, sauf s'il peut démontrer que cette assistance nécessite des ressources ou moyens supplémentaires substantiels, auquel cas il doit fournir une estimation des frais engagés et les parties négocieront un arrangement de bonne foi.



#### **II.18.4 Effets de la résiliation**

Le contractant est responsable des dommages subis par le pouvoir adjudicateur à la suite de la résiliation du CC ou d'un contrat spécifique, y compris le coût supplémentaire lié à la désignation d'un autre contractant et à la passation d'un contrat avec celui-ci pour fournir ou achever les services, sauf si les dommages sont le résultat d'une résiliation conformément à l'article II.18.1, point j), k) ou l), ou à l'article II.18.2. Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'indemnisation de ces dommages.

Le contractant n'a pas droit à une indemnisation des pertes résultant de la résiliation du CC ou d'un contrat spécifique, y compris la perte de bénéfices attendus, à moins que cette perte n'ait été causée par la situation visée à l'article II.18.2.

Le contractant doit prendre toutes mesures nécessaires pour réduire les coûts au minimum, pour éviter les dommages et pour annuler ou réduire ses engagements.

Le contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de résiliation pour présenter les rapports, éléments livrables ou résultats ainsi que les factures requis pour les services fournis avant la date de résiliation.

En cas d'offre conjointe, le pouvoir adjudicateur peut résilier le CC ou un contrat spécifique conclu avec chaque membre du groupement séparément en vertu de l'article II.18.1, points d), e), g), m) et n), dans les conditions fixées à l'article II.11.2.

#### **II.19. FACTURES, TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET FACTURATION ELECTRONIQUE**

##### **II.19.1 Factures et taxe sur la valeur ajoutée**

Sur les factures doivent figurer l'identité du contractant, le montant, la monnaie et la date, ainsi que la référence du CC et celle du contrat spécifique.

Les factures doivent indiquer le lieu d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du contractant et doivent mentionner séparément la base d'imposition pour chaque taux ou exonération, le taux de TVA appliqué et le montant de TVA à payer.

Le pouvoir adjudicateur est exonéré de tous droits et taxes, notamment de la TVA, en application des dispositions des articles 3 et 4 du protocole n° 7 sur les privilèges et immunités de l'Union européenne figurant dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 151, paragraphe 1, de la directive 2006/112/CE.

Le contractant doit effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin de s'assurer de l'exemption des droits et taxes, notamment de la TVA, pour les fournitures et services nécessaires à la mise en œuvre du CC. En cas d'offres conjointes, lorsque le groupement d'opérateurs économiques n'est pas doté de la personnalité juridique, chaque de ses membres établit à l'attention de la Commission une facture correspondant à sa quote-part ou partie du service. La facture est envoyée au chef de file du groupement. Le chef de file rassemblera ensuite toutes les factures et en établira un

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

récapitulatif (comprenant sa propre facture). La Commission verse le montant global au chef de file sur le compte bancaire de celui-ci.

Afin de permettre aux entités prenant part à une offre conjointe d'accomplir les formalités auprès des autorités compétentes aux fins de l'exonération fiscale, lorsque le groupement d'opérateurs économiques n'est pas doté de la personnalité juridique, le pouvoir adjudicateur délivre un certificat d'exonération de la TVA pour chacun des membres du groupement prenant part à l'offre conjointe, si l'opération est imposable à la TVA en tant qu'achat intracommunautaire. Chaque certificat ne couvre que la partie du service fourni par le membre et comporte une description de celle-ci et de sa valeur. Le pouvoir adjudicateur fournit une annexe à chaque bon de commande ou contrat spécifique pour chaque membre (y compris le chef de file) si l'opération est imposable à la TVA en tant qu'achat local en Belgique. Chaque annexe du bon de commande ou du contrat spécifique comporte une description du service fourni par chaque membre et la valeur de ce service.

Pour les membres (y compris les chefs de file), si l'opération est imposable à la TVA en tant qu'achat local dans un autre État membre, les règles locales en matière d'exonération s'appliquent.

Pour les demandes de paiement envoyées au pouvoir adjudicateur par courrier électronique, la date de réception doit être considérée comme étant la date à laquelle la demande de paiement arrive dans la boîte fonctionnelle du pouvoir adjudicateur. La boîte fonctionnelle à laquelle les demandes de paiement doivent être envoyées doit être indiquée dans les contrats spécifiques.

## **II.19.2 Facturation électronique**

Si les conditions particulières le prévoient, le contractant présente des factures sous format électronique si les conditions concernant la signature électronique énoncées par la directive 2006/112/CE sur la TVA sont satisfaites, à savoir si une signature électronique qualifiée ou l'échange de données informatisé sont utilisés.

Les factures électroniques doivent être transmises par voie électronique via le portail, conformément aux conditions générales du portail et au moyen des formulaires et modèles qui y sont fournis, ou via des réseaux d'interopérabilité soutenus qui sont en conformité avec la directive 2014/55/UE relative à la facturation électronique dans le cadre des marchés publics.

## **II.20. REVISION DES PRIX**

Si un indice de révision des prix est prévu à l'article I.5.2, le présent article y est applicable.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du CC.

Au début de la deuxième année du CC et de chaque année qui suit, chaque prix peut être révisé à la hausse ou à la baisse sur demande d'une des parties.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Une partie peut demander une révision des prix par écrit au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du CC. L'autre partie doit accuser réception de la demande dans un délai de 14 jours à compter de la réception de celle-ci.

À la date anniversaire, le pouvoir adjudicateur doit communiquer l'indice final du mois de réception de la demande ou, à défaut, le dernier indice provisoire disponible pour ce mois. Le contractant établit le nouveau prix sur cette base et le communique dès que possible au pouvoir adjudicateur pour vérification.

Le pouvoir adjudicateur achète aux prix en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du contrat spécifique.

La révision des prix est calculée au moyen de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (Ir / Io)$$

où:

Pr = prix révisé;

Po = prix de l'offre;

Io = indice du mois d'entrée en vigueur du CC;

Ir = indice du mois de réception de la demande de révision des prix.

## **II.21. PAIEMENTS ET GARANTIES**

### **II.21.1 Date du paiement**

La date de paiement est réputée être la date à laquelle le compte du pouvoir adjudicateur est débité.

### **II.21.2 Monnaie**

Les paiements sont exécutés en euros, sauf si l'article I.7 prévoit une autre monnaie.

### **II.21.3 Conversion**

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le pouvoir adjudicateur se fait au cours journalier de l'euro publié au Journal officiel de l'Union européenne ou, à défaut, au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable le jour de l'établissement de l'ordre de paiement.

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le contractant se fait au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable à la date de la facture.

[Taux de change \(InforEuro\) | Commission européenne \(europa.eu\)](#)

#### **II.21.4 Frais de virement**

Les frais de virement sont répartis comme suit:

- a) les frais d'émission facturés par la banque du pouvoir adjudicateur sont à la charge de ce dernier;
- b) les frais de réception facturés par la banque du contractant sont à la charge de ce dernier;
- c) les frais liés à un virement supplémentaire imputable à l'une des parties sont à la charge de celle-ci.

#### **II.21.5 Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie**

Si, conformément à l'article I.6, une garantie financière est exigée pour le versement d'un préfinancement, ou à titre de garantie de bonne fin ou de retenue de garantie, les conditions suivantes doivent être remplies:

- a) la garantie financière est fournie par une banque ou un établissement financier agréé par le pouvoir adjudicateur ou, à la demande du contractant et avec l'accord du pouvoir adjudicateur, par un tiers; et
- b) la garantie a pour effet que la banque, l'établissement financier ou le tiers fournit une caution solidaire irrévocable ou se porte garant à première demande des obligations du contractant sans que le pouvoir adjudicateur soit obligé de poursuivre le débiteur principal (le contractant).

Les frais occasionnés par la fourniture de cette garantie sont à la charge du contractant.

Les garanties de préfinancement doivent rester en vigueur jusqu'à l'apurement du préfinancement par déduction des paiements intermédiaires ou du paiement du solde. Lorsque ce dernier prend la forme d'une note de débit, la garantie de préfinancement doit rester en vigueur pendant les trois mois qui suivent l'envoi de la note de débit au contractant. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans le mois qui suit.

Les garanties de bonne fin couvrent le respect des obligations contractuelles substantielles jusqu'à l'approbation définitive du service par le pouvoir adjudicateur. La garantie de bonne fin ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat spécifique. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans son intégralité après l'approbation définitive du service, comme le prévoit le contrat spécifique.

Les retenues de garantie couvrent la totalité de la fourniture du service conformément au contrat spécifique, notamment durant le délai de responsabilité et jusqu'à son approbation définitive par le pouvoir adjudicateur. La retenue de garantie ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat spécifique. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie après l'expiration du délai de responsabilité comme le prévoit le contrat spécifique.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Le pouvoir adjudicateur ne peut demander une retenue de garantie pour un contrat spécifique lorsqu'il a demandé une garantie de bonne fin.

#### **II.21.6 Paiements intermédiaires et paiement du solde**

Le contractant doit présenter une facture pour demander le paiement intermédiaire, comme le prévoit l'article I.6, le cahier des charges ou le contrat spécifique.

Le contractant doit présenter une facture pour demander le paiement du solde dans les 60 jours suivant la fin de la période de fourniture des services, comme le prévoit l'article I.6, le cahier des charges ou le contrat spécifique.

Le paiement de la facture et l'approbation des documents n'emportent reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et informations qui y sont contenues.

Le paiement du solde peut prendre la forme d'un recouvrement.

#### **II.21.7 Suspension du délai de paiement**

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre à tout moment les délais de paiement visés à l'article I.6 en notifiant au contractant (ou au chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sa facture ne peut être traitée. Les motifs que le pouvoir adjudicateur peut invoquer pour justifier son incapacité à traiter une facture sont les suivants:

- a) la facture n'est pas conforme aux dispositions du CC;
- b) le contractant n'a pas produit les documents ou éléments livrables appropriés; ou
- c) le pouvoir adjudicateur a des observations à formuler sur les documents ou éléments livrables présentés avec la facture.

Le pouvoir adjudicateur doit notifier une telle suspension au contractant (ou au chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dès que possible, en la motivant. Dans les cas b) et c) susmentionnés, le pouvoir adjudicateur notifie au contractant (ou au chef de file dans le cas d'une offre conjointe) les délais pour présenter des informations supplémentaires, des corrections ou une nouvelle version des documents ou des éléments livrables à la demande du pouvoir adjudicateur.

La suspension prend effet à la date d'envoi de la notification par le pouvoir adjudicateur. Le délai de paiement restant reprend à compter de la date de réception des informations demandées ou des documents révisés ou de la réalisation des vérifications complémentaires requises, notamment des contrôles sur place. Si la période de suspension est supérieure à deux mois, le contractant (ou le chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander au pouvoir adjudicateur de motiver le maintien de la suspension.

Lorsque les délais de paiement ont été suspendus à la suite du refus d'un document visé au premier alinéa du présent article et que le nouveau document produit est également refusé,

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat spécifique conformément à l'article II.18.1, point c).

### **II.21.8 Intérêts de retard**

À l'expiration des délais de paiement visés à l'article I.6, le contractant (ou le chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en droit d'obtenir des intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros (taux de référence), majoré de huit points. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement prend fin, tel que publié au Journal officiel de l'Union européenne, série C.

La suspension du délai de paiement conformément à l'article II.21.7 ne peut être considérée comme donnant lieu à un retard de paiement.

Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et, au plus tard, la date du paiement telle que définie à l'article II.21.1.

Toutefois, lorsque les intérêts calculés sont d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, ils ne sont versés au contractant (ou au chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sur demande présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

### **II.22. REMBOURSEMENTS**

**II.22.1** Si les conditions particulières ou le cahier des charges le prévoient, le pouvoir adjudicateur doit rembourser les frais qui sont directement liés à la fourniture des services, soit sur présentation de pièces justificatives par le contractant, soit sur la base de taux forfaitaires.

**II.22.2** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage et de séjour sur la base de l'itinéraire le plus court et du nombre minimal de nuitées nécessaires au lieu de destination.

**II.22.3** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage comme suit:

a) voyages aériens: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet en classe économique au moment de la réservation;

b) voyages par bateau ou par chemin de fer: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet de première classe;

c) voyages en voiture: au prix d'un seul billet de train en première classe pour le même parcours et dans la même journée.

En outre, le pouvoir adjudicateur rembourse les déplacements en dehors du territoire de l'Union s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

**II.22.4** Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de séjour sur la base d'une indemnité journalière, comme suit:

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- a) pour les déplacements aller-retour inférieurs à 200 km, aucune indemnité journalière n'est versée;
- b) l'indemnité journalière n'est due qu'après réception de pièces justificatives prouvant la présence de la personne concernée au lieu de destination;
- c) l'indemnité journalière couvre forfaitairement la totalité des frais de séjour, y compris les repas, les transports locaux, qui comprennent les déplacements à destination et au départ des aéroports ou des gares, les assurances et les menues dépenses;
- d) l'indemnité journalière est versée aux taux forfaitaires stipulés à l'article I.5.3;
- e) les frais d'hébergement sont remboursés à la réception des documents justificatifs des nuitées nécessaires au lieu de destination, jusqu'à concurrence des plafonds forfaitaires stipulés à l'article I.5.3.

**II.22.5** Le pouvoir adjudicateur rembourse le coût du transport des équipements ou des bagages non accompagnés s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

## **II.23. RECOUVREMENT**

**II.23.1** Si un montant doit faire l'objet d'un recouvrement aux termes du CC, le contractant doit reverser ledit montant au pouvoir adjudicateur.

### **II.23.1 Procédure de recouvrement**

Avant de procéder au recouvrement, le pouvoir adjudicateur doit notifier formellement au contractant son intention de recouvrer le montant concerné, en précisant le montant dû et les motifs du recouvrement et en invitant le contractant à faire part de ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si aucune observation n'a été présentée ou si, malgré les observations présentées, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la procédure de recouvrement, il doit confirmer ce recouvrement en notifiant formellement une note de débit au contractant, précisant la date de paiement. Le contractant doit payer le montant conformément aux dispositions de la note de débit.

Si le contractant n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance, le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le contractant par écrit, recouvrer les montants dus:

- a) par compensation avec des sommes dues au contractant par l'Union ou la Communauté européenne de l'énergie atomique ou par une agence exécutive lorsqu'elle exécute le budget de l'Union;
- b) par mobilisation de la garantie financière si le contractant a remis une telle garantie au pouvoir adjudicateur;
- c) par une action en justice.

### **II.23.2 Intérêts de retard**

Si le contractant n'honore pas l'obligation d'acquitter le montant dû à la date d'échéance fixée par le pouvoir adjudicateur dans la note de débit, la somme due est majorée d'intérêts au taux indiqué à l'article II.21.8. Les intérêts de retard porteront sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date à laquelle le pouvoir adjudicateur obtient le paiement intégral de la somme due.

Tout paiement partiel s'impute d'abord sur les frais et intérêts de retard et ensuite sur le principal.

### **II.23.3 Règles en matière de recouvrement dans le cas d'une offre conjointe**

Si le contrat est signé par un groupement (offre conjointe), ce groupement est conjointement et solidairement responsable en vertu des conditions énoncées à l'article II.6 (responsabilité). Le pouvoir adjudicateur envoie la note de débit d'abord au chef de file.

Si le chef de file n'a toujours pas effectué l'intégralité du paiement à la date d'échéance et si le montant dû ne peut être compensé ou ne peut être compensé que partiellement conformément à l'article II.23.2, point a), le pouvoir adjudicateur peut réclamer le montant restant dû à un ou plusieurs autres membres du groupement en leur notifiant à chacun une note de débit conformément aux dispositions de l'article II.23.2.

## **II.24. CONTROLES ET AUDITS**

**II.24.1** Le pouvoir adjudicateur peut procéder à un contrôle ou exiger un audit de la mise en œuvre du CC. Ces contrôles et audits peuvent être effectués par tout organisme externe mandaté par ce dernier à cet effet.

Ces contrôles et audits peuvent être lancés à tout moment durant la fourniture des services et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

La procédure d'audit commence à la date de réception de la lettre correspondante envoyée par le pouvoir adjudicateur. Les audits se déroulent en toute confidentialité.

**II.24.2** Le contractant doit conserver l'ensemble des documents originaux sur tout support approprié, y compris sur support numérique lorsque celui-ci est autorisé par la législation nationale, pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

**II.24.3** Le contractant doit accorder au personnel du pouvoir adjudicateur et aux personnes extérieures mandatées par ce dernier un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le CC est mis en œuvre, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous format électronique, pour mener à bien ces contrôles et audits. Le contractant doit veiller à la disponibilité immédiate des informations au moment du contrôle ou de l'audit et, en cas de demande en ce sens, à leur transmission sous une forme appropriée.



*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

**II.24.4** Sur la base des constatations faites lors de l'audit, un rapport provisoire est établi. Le pouvoir adjudicateur ou son mandataire doit l'envoyer au contractant, qui dispose de 30 jours à compter de la date de réception pour formuler des observations. Le contractant doit recevoir le rapport final dans un délai de 60 jours à compter de l'expiration du délai de présentation des observations.

Sur la base des constatations finales issues de l'audit, le pouvoir adjudicateur peut procéder au recouvrement total ou partiel des paiements effectués conformément à l'article II.23 et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

**II.24.5** En vertu du règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et du règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), l'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et des vérifications sur place, afin d'établir s'il y a eu fraude, corruption, irrégularité ou autre activité illégale dans le cadre du contrat portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Les constatations qui ressortent d'une enquête peuvent entraîner des poursuites judiciaires au titre de la législation nationale.

Les enquêtes peuvent être réalisées à tout moment durant la fourniture des services et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde du dernier contrat spécifique émis au titre du présent CC.

**II.24.6** La Cour des comptes et le Parquet européen institué par le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil et, pour le traitement des données à caractère personnel, le Contrôleur européen de la protection des données disposent des mêmes droits, notamment du droit d'accès, que le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les contrôles, audits et enquêtes.

"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

**ANNEXE III**  
**CONTRAT SPÉCIFIQUE**

[N° EUSPA/OP/08/23/SC**compléter**]

**mettant en application le contrat-cadre n° [EUSPA/OP/08/23/**compléter**]**

1. L'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial (ci-après dénommée « EUSPA », « le pouvoir adjudicateur » ou « l'Agence »), représentée en vue de la signature du présent contrat spécifique par Mr Rodrigo da Costa, Directeur Exécutif,

et

2. [Dénomination officielle complète]

[Forme juridique officielle]

[Numéro d'enregistrement légal ou numéro de carte d'identité ou de passeport]

[Adresse officielle complète]

[N° du registre de la TVA]

[désigné(e) comme chef de file du groupement par les membres du groupement qui a présenté l'offre conjointe]

[reproduire ces données pour chaque Contractant en cas d'offre conjointe et poursuivre la numérotation]

(ci-après [collectivement] «le Contractant »), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat spécifique par [prénom, nom et fonction du représentant légal,]

SONT CONVENU(E)S

**ARTICLE 1 OBJET**

- 1.1 Le présent contrat spécifique met en œuvre le contrat-cadre (CC) n° EUSPA/OP/08/23, signé par les parties le [date].
- 1.2 Conformément aux dispositions énoncées dans le CC et dans le présent contrat spécifique et ses annexes, qui en font partie intégrante, le Contractant doit fournir les [services suivants:] [services précisés à l'annexe [compléter].]

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- 1.3** Conformément aux dispositions énoncées dans le CC et dans le présent contrat spécifique et ses annexes, qui en font partie intégrante, le contractant doit fournir une ou plusieurs tâches mentionnées au 1.2 à mettre en œuvre selon les spécifications regroupées par 'Groupe de Travaux' dans l'annexe I de ce contrat spécifique (le terme anglais 'Work Package' étant utilisé de manière synonyme).
- 1.4** Chaque 'groupe de travail' sera considéré :
- a) Soit comme un 'Service Fixe' lorsqu'il s'agit de prestations prédéterminées dès la signature du contrat spécifique avec une date de démarrage des prestations dès l'entrée en vigueur du contrat spécifique pour les tâches [à préciser] ou telle que précisée dans l'annexe I pour les tâches [à préciser].
  - b) Soit comme un 'Service complémentaire' lorsqu'il s'agit de prestation dont la nature générale est précisée en Annexe 1, mais dont l'activation sera, le cas échéant, précisée en cours d'exécution du contrat spécifique par des bons de commande.

**ARTICLE 2 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE**

- 2.1** Le présent contrat spécifique entre en vigueur [à la date de sa signature par la dernière partie] [le [date] si les deux parties l'ont déjà signé].
- 2.2** Sous réserve que le contrat spécifique soit entré en vigueur, la fourniture des services commence le [date] (T1), instant à partir duquel du contractant aura pleine responsabilité de ses activités. La fourniture de services prend fin le [date] (T2). Des bons de commandes de services complémentaires peuvent être signés jusqu'à cette date. Dans le cas où, au terme normal du contrat spécifié au T2, un ou plusieurs bons de commande sont en cours d'exécution, la durée d'exécution des tâches ne doit pas dépasser la date du [date] (T3).
- 2.3** Les parties peuvent prolonger la durée au moyen d'un accord écrit avant que celle-ci ne soit écoulée et avant l'expiration du CC.
- 2.4.** La fourniture de services en vertu du présent contrat doit respecter les calendriers de livraison spécifiés dans les bons de commande et la durée du contrat spécifique.
- 2.5** Le calendrier de livraison peut être adapté mensuellement par notification écrite de l'EUSPA au contractant, à condition que la durée totale et le prix maximum prévus dans le présent contrat spécifique ne s'en trouvent pas modifiés.
- 2.6** Le contractant dispose de 5 (cinq) jours ouvrables à partir de la notification de l'EUSPA pour fournir des observations sur l'adaptation du calendrier de livraison. Si l'EUSPA ne reçoit pas d'observations du contractant au cours de cette période, il doit être considéré que le calendrier de livraison est formellement adapté et qu'il est applicable. Le calendrier de livraison adapté sera également présenté au sein du rapport de progression convenu entre les parties.

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

- 2.7 L'allocation des tâches entre les Work Packages et l'allocation budgétaire correspondante peut être modifiée par lettre signée par les représentants technique et administratif / contractuel de l'EUSPA notifiée au contractant, à condition que la durée totale et le prix maximum prévus dans le présent contrat spécifique ne s'en trouvent pas modifiés.
- 2.8 Le contractant dispose de 5 (cinq) jours ouvrables à partir de la notification de l'EUSPA pour fournir des observations sur la modification de l'allocation des tâches et du budget. Si l'EUSPA ne reçoit pas d'observations du contractant au cours de cette période, il doit être considéré que l'allocation des tâches et du budget est formellement modifiée et qu'elle est applicable.

**ARTICLE 3 PRIX**

- 3.1 Le montant maximal couvrant l'ensemble des services à fournir au titre du présent contrat spécifique, y compris le remboursement des frais et à l'exclusion de la révision des prix, s'élève à [montant en chiffres et en lettres] EUR.

3.1.1. Services Fixes pour un montant total de [montant en chiffres et en lettres] EUR.

3.1.2. Services complémentaires pour un montant maximal de [montant en chiffres et en lettres] EUR

- 3.2 Le remboursement des frais ne s'applique pas au présent contrat spécifique.

**ARTICLE 4 MODALITES DE COMMUNICATION**

- 4.1 Pour application de l'annexe VI SAL du CC, les modes de communication entre le Contractant et le pouvoir adjudicateur se feront via le LSO du CSSG France, et en cas d'absence son adjoint (DLSO).

- 4.2 Autres communications :

Aux fins du présent contrat spécifique, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes:

Pouvoir adjudicateur:

EUSPA

Legal Department

Janovskeho 438/2

170 00 Prague 7

*"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "*

Czech Republic

Adresse électronique: [contracts@euspa.europa.eu](mailto:contracts@euspa.europa.eu)

**ARTICLE 5 PAIEMENT**

- 5.1** Les paiements et leur approbation sont effectués conformément aux articles I.4, I.5, II.21.3 et II.23 du CC.
- 5.2** Conformément à l'article I.4, les paiements doivent uniquement être effectués si le contractant a respecté l'ensemble de ses obligations contractuelles à la date de soumission de la facture (accompagnée des informations nécessaires et documents justificatifs), y compris la soumission à l'EUSPA des éléments suivants :
- a) Le rapport d'activités pour la période concernée par la facturation,
  - b) Le procès-verbal de réception contresigné par le représentant technique EUSPA,
  - c) Le cas échéant, les factures d'achat, ainsi que de tout autre document conforme au contrat spécifique ou du bon de commande correspondant,
  - d) Lorsque requis par l'EUSPA, les copies des feuilles de temps en vue de vérifier la continuité de la fourniture des services.
- 5.3** Si, pour quelque raison que ce soit, la soumission d'un livrable est retardée ou incomplète lors de l'étape prévue pour le paiement, les demandes de paiement seront retardées en conséquence et pourront être introduites une fois le livrable soumis.
- 5.4** Dans le cadre du Rapport de Progrès Final, le contractant doit publier une version finale des informations soumises conformément à l'article 5.2, en rassemblant l'ensemble des coûts du contrat spécifique répartis entre les différentes périodes intermédiaires.

**ARTICLE 6 SUIVI BUDGETAIRE**

- 6.1** Les tâches prévues par le présent contrat incluent la gestion de projet de ces tâches. Le contractant est tenu de surveiller l'utilisation du budget alloué au présent contrat spécifique. En vue d'éviter un dépassement du plafond budgétaire alloué au présent contrat spécifique, le contractant est tenu de notifier le pouvoir adjudicateur par écrit et en temps utile lorsque le budget utilisé dépasse 70%, 80% et 90%. Le contractant ne peut facturer aucun service dépassant le plafond budgétaire sauf accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur.

\*\*\*

Contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe):

"PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET MULTI-SERVICES  
POUR LE CENTRE DE SURVEILLANCE DE LA SECURITE GALILEO "

[Nom complet]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [compléter]

**Annexes**

1. Cahier des charges de EUSPA pour le contrat spécifique n°.(et ses appendices)
2. Offre spécifique du Contractant du [date] (et ses appendices)

**Signatures:**

Pour le Contractant ,

Pour le pouvoir adjudicateur,

[dénomination sociale/prénom/nom/fonction]

[prénom/nom/fonction]

signature:

Fait à [lieu], le [date]

signature:

Fait à [lieu], le [date]

en deux exemplaires en français.